

Rapport de gestion

Semestres clos les 30 juin 2007 et 2006

(en blanc)

SOMMAIRE

1. Vue d'ensemble	4
2. Analyse du compte de résultat et des dépenses d'investissement du Groupe.....	7
2.1 Du chiffre d'affaires à la marge brute opérationnelle du Groupe	7
2.1.1 Chiffre d'affaires	8
2.1.2 Charges opérationnelles	9
2.1.3 Marge brute opérationnelle	11
2.2 De la marge brute opérationnelle au résultat d'exploitation du Groupe	12
2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe.....	13
2.3.1 Résultat financier	13
2.3.2 Impôt sur les sociétés	14
2.3.3 Résultat net des activités poursuivies	14
2.3.4 Résultat net des activités cédées	14
2.3.5 Résultat net de l'ensemble consolidé	14
2.4 Dépenses d'investissement du Groupe	14
2.4.1 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication	14
2.4.2 Licences de télécommunication	15
2.4.3 Investissements financiers	15
3. Analyse par secteur d'activité.....	15
3.1 Services de Communication Personnels (SCP)	17
3.1.1 Chiffre d'affaires - SCP	19
3.1.2 Marge brute opérationnelle - SCP	22
3.1.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCP	22
3.1.4 Licences de télécommunication - SCP	23
3.2 Services de Communication Résidentiels (SCR)	23
3.2.1 Chiffre d'affaires - SCR	25
3.2.2 Marge brute opérationnelle - SCR	28
3.2.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCR	28
3.3 Services de Communication Entreprises (SCE).....	29
3.3.1 Chiffre d'affaires - SCE	29
3.3.2 Marge brute opérationnelle - SCE	31
3.3.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCE	31
4. Trésorerie et endettement financier	31
4.1 Situation et flux de trésorerie.....	31
4.2 Endettement financier net	33
5. Informations complémentaires	34
5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006	34
5.2 Obligations contractuelles et engagements hors bilan.....	36
5.3 Transactions avec les parties liées	36
5.4 Événements postérieurs à la clôture.....	36
5.5 Glossaire financier	36

Le présent Rapport de gestion semestriel constitue, pour le premier semestre 2007, le rapport semestriel d'activité prévu par l'article L 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Les données financières du présent Rapport de gestion semestriel sont des données non auditées. Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Les données relatives aux secteurs d'activité et aux sous-secteurs d'activité qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant élimination des opérations inter-secteurs d'activité et inter-sous-secteurs d'activité (les secteurs d'activité sont décrits dans la section 3. "Analyse par secteur d'activité"). Par ailleurs, les variations ci-après, sont calculées sur la base des données en milliers d'euros, bien qu'affichées en millions d'euros.

Du fait de la cession par France Télécom de PagesJaunes Groupe en date du 11 octobre 2006, PagesJaunes Groupe est considéré comme une activité cédée en application de la norme IFRS 5. En conséquence, dans le compte de résultat du premier semestre 2006, présenté à titre comparatif, les charges et les produits nets de l'activité PagesJaunes Groupe sont présentés dans le résultat net des activités cédées (voir section 2.3.4 "Résultat net des activités cédées" et notes 1 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le passage des données historiques aux données à base comparable (voir section 5.5 "Glossaire financier") du premier semestre 2006 est décrit à la section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

1. VUE D'ENSEMBLE

■ Données financières et effectifs

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	25 913	25 422	25 371	1,9 %	2,1 %
MBO ⁽²⁾	9 416	9 236	9 258	1,9 %	1,7 %
MBO / Chiffre d'affaires	36,3 %	36,3 %	36,5 %		
Résultat d'exploitation	5 463	-	5 139	-	6,3 %
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	21,1 %	-	20,3 %		
CAPEX ⁽²⁾	2 967	3 053	3 047	(2,8)%	(2,6)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	11,4 %	12,0 %	12,0 %		
Licences de télécommunication	-	282	282	ns	ns
MBO - CAPEX ⁽²⁾	6 449	6 183	6 211	4,3 %	3,8 %
Nombre moyen d'employés (ETP) ⁽²⁾	184 923	192 904	189 899	(4,1)%	(2,6)%

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

(2) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

■ Résultat net

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Résultat d'exploitation	5 463	5 139
Résultat financier	(1 296)	(1 298)
Impôt sur les sociétés	(543)	(1 214)
Résultat net des activités poursuivies	3 624	2 627
Résultat net des activités cédées	-	132
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 624	2 759
Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A.	3 308	2 346
Intérêts minoritaires	316	413

■ Endettement financier net ⁽¹⁾ et cash-flow organique ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Périodes closes le		
	30 juin 2007	31 déc. 2006 données historiques	30 juin 2006 données historiques
Cash-flow organique ⁽¹⁾	3 260	7 157	3 314
Endettement financier net ⁽¹⁾	42 113	42 017	47 234
Ratio d'Endettement financier net / MBO	2,25 ⁽²⁾	2,27	2,49 ^{(2) (3)}

(1) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

(2) MBO enregistrée au cours des douze mois précédents en données historiques.

(3) MBO retraitée pour intégrer la MBO d'Amena sur douze mois glissants au 30 juin 2006 et y compris MBO de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir notes 1 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Synthèse des résultats du premier semestre 2007

- Chiffre d'affaires en progression de 1,9 % en données à base comparable (2,1 % en données historiques) à 25,9 milliards d'euros au premier semestre 2007, reflétant une bonne performance au deuxième trimestre 2007 :
 - forte croissance du chiffre d'affaires des marchés en croissance qui représentent 13 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2007 contre 10 % au premier semestre 2005 ;
 - stabilisation du chiffre d'affaires réalisé dans les marchés matures et bonne tenue de la France, avec une croissance de 0,7 % entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007.
- Croissance de 1,9 % en données à base comparable de la marge brute opérationnelle (désignée ci-après MBO, voir section 5.5 "Glossaire financier") à 9,4 milliards d'euros au premier semestre 2007, et stabilisation du ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires à 36,3 %.
- Amélioration du résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A. à 3,3 milliards d'euros au premier semestre 2007 contre 2,3 milliards au premier semestre 2006 (soit 2,4 milliards contre 2,2 milliards en termes comparables).
- Augmentation du cash-flow organique (voir section 5.5 "Glossaire financier") de 138 millions d'euros par rapport au premier semestre 2006 hors PagesJaunes Groupe, à 3,3 milliards d'euros au premier semestre 2007.
- Diminution de l'endettement financier net (voir section 5.5 "Glossaire financier"), après règlement des dividendes au titre de l'exercice 2006, à 42,1 milliards d'euros au 30 juin 2007 (soit un ratio d'endettement financier net rapporté à la MBO de 2,25) contre 47,2 milliards d'euros au 30 juin 2006.

■ Principaux événements ou opérations intervenus au cours du premier semestre 2007

□ Cessions

- A la suite de la cession de la participation détenue par les anciens co-actionnaires de France Télécom dans Tower Participations (société détenant TDF), France Télécom a perçu en janvier 2007 un complément de prix de 254 millions d'euros et a enregistré à ce titre un résultat de cession avant impôt de 307 millions d'euros, dont une plus-value de 53 millions d'euros précédemment différée (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).
- A la suite de la cession des participations contrôlées par Eurazeo dans Eutelsat Communications, France Télécom a perçu 110 millions d'euros en février 2007 et a cédé la totalité de sa participation dans Bluebirds Participations France en mai 2007. Au 30 juin 2007, le résultat de cession avant impôt correspondant s'élève à 104 millions d'euros (voir notes 3 et 5 de l'annexe aux comptes consolidés).
- En mai 2007, France Télécom a déclaré avoir engagé un processus formel d'analyse des offres pour sa filiale aux Pays-Bas. Par conséquent, les actifs d'Orange aux Pays-Bas sont présentés dans les états financiers du premier semestre 2007 comme destinés à être cédés (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ Acquisitions et investissements

- En janvier 2007, France Télécom a acquis un bloc de contrôle représentant environ 54 % du capital de Groupe Silicomp, pour 50 millions d'euros en numéraire, et a lancé en février 2007 une garantie de cours portant sur la totalité des actions et bons de souscription d'actions Silicomp 2007 non détenus par France Télécom. Suite à une garantie de cours, France Télécom a acquis une participation complémentaire de 36,5 % pour 43 millions d'euros. France Télécom continue d'acheter des actions et bons de souscription d'actions et détient 91,4 % des actions et 95 % des bons de souscription de Groupe Silicomp au 30 juin 2007. Le décaissement net résultant de cette opération s'élève à 89 millions d'euros (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).
- En mars 2007, France Télécom a annoncé l'extension de sa présence en Afrique par l'intermédiaire de deux opérations effectuées par Sonatel, à savoir l'obtention d'une troisième licence de téléphonie mobile en Guinée Bissau et l'achat d'une licence mobile en Guinée. Par ailleurs, en avril 2007, France Télécom a annoncé l'acquisition d'une licence mobile et Internet

en République de Centrafrique.

- En mai 2007, Mobistar, société détenue à 50,2 % par France Télécom, a annoncé la signature d'un accord pour l'acquisition de 90 % du capital de l'opérateur mobile luxembourgeois VOXmobile pour 80 millions d'euros. L'acquisition a été réalisée en date du 2 juillet 2007 (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).
- En juin 2007, France Télécom a annoncé l'acquisition de la totalité du capital de la société espagnole Ya.com, troisième acteur ADSL en Espagne, pour une valeur d'entreprise de 320 millions d'euros. Cette acquisition a été réalisée le 31 juillet 2007 (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).
- En juin 2007, le consortium formé par le fonds d'investissement Mid Europa Partners et France Télécom s'est engagé à acquérir la totalité du capital de la société One GmbH, troisième opérateur de téléphonie mobile en Autriche, pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros. Le montant perçu par France Télécom au titre de la cession de sa participation actuelle de 17,45 % dans One GmbH et du remboursement de son prêt d'actionnaire sera partiellement réinvesti pour détenir 35 % du consortium qui sera contrôlé par Mid Europa Partners à hauteur de 65 %. La réalisation de cette transaction est soumise à l'accord des autorités de la concurrence (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Adoption et mise en œuvre de mesures réglementaires*

- Le 21 mai 2007, Orange a mis en œuvre les nouvelles modalités de la portabilité des numéros mobiles en France. La portabilité, qui permet de changer d'opérateur mobile en conservant le même numéro de téléphone, s'effectue désormais par une démarche plus simple ("guichet unique") et plus rapide (délai de 10 jours). En outre, les délais de préavis de résiliation sont également réduits à 10 jours.
- Fin juin 2007, l'Union Européenne a adopté une réglementation qui fixe des plafonds pour les tarifs de détail du *roaming* international "voix" en Europe : 49 centimes d'euros par minute en 2007 pour les appels sortants, et 24 centimes pour les appels entrants. La nouvelle réglementation sera appliquée au cours du troisième trimestre 2007.

□ *Acquisition d'actions propres*

- En mars 2007, France Télécom a acquis 9 113 884 actions propres dans le cadre de son programme de rachat d'actions 2006, dont le descriptif a été publié le 19 mars 2007, pour un coût de 180 millions d'euros (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).
- En mai 2007, France Télécom a mis en place un contrat de liquidité avec un établissement financier portant sur ses actions ordinaires, afin d'accroître la liquidité et de réduire les excès de volatilité. Les moyens affectés à la mise en œuvre de ce contrat s'élèvent à 100 millions d'euros. Au 30 juin 2007, France Télécom détient 1 400 000 actions propres acquises dans le cadre de ce contrat (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2007, le nombre d'actions détenues en propre par France Télécom s'élève à 10 513 884 actions.

□ *Attribution gratuite d'actions et plan de stock-options*

- Pour contribuer à la pleine mobilisation du personnel autour des objectifs du plan "NEXt", le Conseil d'administration a décidé, en avril 2007, de mettre en place un nouveau dispositif de rémunération des efforts de son personnel dans le cadre de ce plan. Ce dispositif consiste en l'attribution gratuite d'actions, dont le Conseil d'administration du 25 avril 2007 a arrêté les modalités pour l'ensemble du personnel en France :

- nombre d'actions attribuées : environ 10,5 millions,
- période d'acquisition : 2 ans à compter de la date d'attribution, soit jusqu'au 24 avril 2009,
- période de conservation : 2 ans à compter de la date d'acquisition, soit jusqu'au 25 avril 2011.

L'acquisition des actions est soumise à des conditions de performance relatives à la génération de cash-flow organique en 2007 et en 2008, telle que prévue dans le plan "NEXt", et d'un cash-flow organique additionnel couvrant le coût du plan d'attribution gratuite d'actions (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

- Au cours du premier semestre 2007, France Télécom a attribué environ 10,1 millions d'options de souscription d'action à

certaines de ses dirigeants et cadres ayant un niveau de responsabilité ou d'expertise clé pour le Groupe. Le prix d'exercice des options, d'une durée de vie de 10 ans, a été fixé à 21,61 euros par action (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Cession d'actions existantes par l'Etat*

Le 25 juin 2007, l'Etat a cédé 130 millions d'actions existantes de France Télécom représentant 5 % du capital social. Conformément à la loi du 6 août 1986, 14,4 millions d'actions seront proposées aux salariés et anciens salariés. Au 30 juin 2007, l'Etat détient directement et indirectement à travers l'ERAP 27,4 % du capital et 27,5 % des droits de vote de France Télécom S.A. (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Emission d'un emprunt obligataire*

En février 2007, France Télécom a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 2 500 millions d'euros, réparti en deux tranches : une tranche de 1 000 millions d'euros à échéance 5 ans portant intérêt à un taux de 4,375 % et une tranche de 1 500 millions d'euros à échéance 10 ans portant intérêt à un taux de 4,75 %.

■ **Perspectives d'avenir**

Les résultats du premier semestre permettent au Groupe de réaffirmer sa confiance dans l'atteinte de ses objectifs 2007 : maintenir, en 2007, la génération de cash-flow organique à 6,8 milliards d'euros. Dans un contexte global de légère croissance sur les marchés du Groupe, cet objectif repose sur une quasi-stabilisation du ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires grâce à l'accentuation du programme de réduction et d'optimisation des coûts en cours et sur le maintien du ratio d'investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires au niveau de 2006.

En outre, l'objectif de désendettement financier est confirmé avec un ratio d'endettement financier net rapporté à la MBO inférieur à 2 pour fin 2008.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés au chapitre 4 "Facteurs de risque" du Document de référence 2006. Cette analyse des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs du second semestre 2007.

2. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT ET DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU GROUPE

2.1 DU CHIFFRE D'AFFAIRES A LA MARGE BRUTE OPERATIONNELLE DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	25 913	25 422	25 371	1,9 %	2,1 %
OPEX ⁽²⁾	(16 497)	(16 186)	(16 113)	1,9 %	2,4 %
OPEX hors charges de personnel					
(salaires et charges) ⁽²⁾	(12 070)	(11 750)	(11 727)	2,7 %	2,9 %
Achats externes ⁽²⁾	(11 030)	(10 935)	(10 933)	0,9 %	0,9 %
Autres produits et charges opérationnels	(1 040)	(815)	(794)	27,5 %	31,1 %
Charges de personnel (salaires et charges) ⁽²⁾	(4 427)	(4 436)	(4 386)	(0,2)%	0,9 %
MBO	9 416	9 236	9 258	1,9 %	1,7 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

(2) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

2.1.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
Chiffre d'affaires		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
Services de Communication Personnels (SCP)	14 107	13 473	13 429	4,7 %	5,0 %
SCP France	4 828	4 824	4 823	0,1 %	0,1 %
SCP Royaume-Uni	3 015	2 924	2 870	3,1 %	5,0 %
SCP Espagne	1 676	1 633	1 633	2,6 %	2,6 %
SCP Pologne	995	932	921	6,8 %	8,0 %
SCP Reste du monde	3 692	3 261	3 284	13,2 %	12,4 %
Eliminations	(99)	(101)	(102)	(0,7)%	(2,1)%
Services de Communication Résidentiels (SCR)	11 168	11 223	11 127	(0,5)%	0,4 %
SCR France	8 838	8 742	8 714	1,1 %	1,4 %
SCR Pologne	1 421	1 561	1 543	(9,0)%	(7,9)%
SCR Reste du monde	1 029	1 008	959	2,0 %	7,2 %
Eliminations	(120)	(88)	(89)	35,3 %	32,4 %
Services de Communication Entreprises (SCE)	3 800	3 845	3 820	(1,2)%	(0,5)%
Eliminations	(3 162)	(3 119)	(3 005)	1,3 %	5,2 %
Total Groupe	25 913	25 422	25 371	1,9 %	2,1 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

■ Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe France Télécom s'établit à 25 913 millions d'euros au premier semestre 2007, en hausse de 2,1 % en données historiques et de 1,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2006.

En **données historiques**, la progression de 2,1 % du chiffre d'affaires du Groupe, soit une hausse de 542 millions d'euros, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, intègre notamment :

- l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 103 millions d'euros entre les deux périodes, et comprend principalement i) l'impact de l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales le 5 juillet 2006 pour 117 millions d'euros, et ii) l'impact de l'acquisition de Groupe Silicomp le 4 janvier 2007 pour 51 millions d'euros, iii) en partie compensé par l'impact de la cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC) le 31 octobre 2006 pour -73 millions d'euros ;
- et l'effet négatif des variations de change, qui s'élèvent à -52 millions d'euros entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires du groupe France Télécom progresse de 1,9 % entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 (soit une hausse de 491 millions d'euros), tirée par la croissance des activités mobiles et des services haut débit ADSL.

Au premier semestre 2007, le chiffre d'affaires de SCP (services mobiles) est en hausse de 4,7 % par rapport au premier semestre 2006, et s'établit à 14 107 millions d'euros. Cette augmentation reflète la croissance des activités de téléphonie mobile, soutenue par la progression dynamique du nombre de clients. Entre les deux périodes, le chiffre d'affaires de SCP progresse pratiquement dans tous les sous-secteurs d'activité, avec notamment une croissance forte dans le Reste du monde (en hausse de 13,2 %) et en Pologne (en hausse de 6,8 %).

Le chiffre d'affaires de SCR (services fixes et Internet) s'élève à 11 168 millions d'euros au premier semestre 2007, soit une baisse limitée de -0,5 % par rapport au premier semestre 2006. La forte progression des services haut débit ADSL, notamment en France, compense pour une très large part le repli tendanciel des services téléphoniques classiques (abonnements et communications téléphoniques traditionnelles) en France et en Pologne.

Le chiffre d'affaires de SCE (services aux entreprises) s'établit à 3 800 millions d'euros au premier semestre 2007, en baisse de -1,2 % par rapport au premier semestre 2006. Les services de données classiques, marqués par la migration des réseaux d'entreprises vers des solutions IP, enregistrent une baisse soutenue de leur chiffre d'affaires, de moindre ampleur toutefois qu'au cours de l'exercice précédent. La téléphonie classique poursuit sa baisse tendancielle, liée au recul du volume de communications téléphoniques et aux baisses de prix.

■ Evolution du nombre de clients

En **données historiques**, le nombre de clients du groupe France Télécom à travers les sociétés contrôlées s'établit à 163,3 millions au 30 juin 2007, en progression de 9,6 % par rapport au 30 juin 2006. Le nombre de clients supplémentaires entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007 s'élève ainsi à 14,3 millions pour le Groupe. Avec 102,5 millions de clients au 30 juin 2007, le nombre de clients de la téléphonie mobile augmente de 15,7 % par rapport au 30 juin 2006, soit 13,9 millions de clients supplémentaires. Le nombre de clients ayant souscrit aux offres haut débit mobile (technologies EDGE et UMTS) a été multiplié par plus de trois, avec 8,9 millions de clients au 30 juin 2007, contre 2,9 millions au 30 juin 2006. De même, le nombre de clients haut débit ADSL Grand Public est en progression rapide, s'établissant à 10,5 millions au 30 juin 2007, contre 8,5 millions au 30 juin 2006, soit une hausse de 23,1 %. Au total, le nombre de clients Internet (haut débit et bas débit) s'élève à 12,6 millions au 30 juin 2007, en progression de 5,5 % par rapport au 30 juin 2006 (soit 0,7 million de clients supplémentaires).

En **données à base comparable**, le nombre de clients du groupe France Télécom à travers les sociétés contrôlées progresse de 8,9 % entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007. Par rapport au 30 juin 2006, le nombre de clients de la téléphonie mobile et d'Internet progresse respectivement de 14,9 % et 5,4 %.

2.1.2 Charges opérationnelles

2.1.2.1 Charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Achats externes ⁽²⁾	(11 030)	(10 935)	(10 933)	0,9 %	0,9 %
Charges commerciales ⁽²⁾	(3 669)	(3 563)	(3 541)	3,0 %	3,6 %
Achats et reversements aux opérateurs	(3 876)	(3 949)	(3 984)	(1,8)%	(2,7)%
Autres achats externes ⁽²⁾	(3 485)	(3 423)	(3 408)	1,8 %	2,2 %
Autres produits et charges opérationnelles	(1 040)	(815)	(794)	27,5 %	31,1 %
OPEX hors charges de personnel (salaires et charges) ⁽²⁾	(12 070)	(11 750)	(11 727)	2,7 %	2,9 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

(2) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

Les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) comprises dans la MBO (voir section 5.5 "Glossaire financier") s'élèvent à -12 070 millions d'euros au premier semestre 2007, contre -11 727 millions d'euros au premier semestre 2006 en données historiques et -11 750 millions d'euros en données à base comparable.

En **données historiques**, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) enregistrent une augmentation de 2,9 %, soit -343 millions d'euros, entre les deux périodes. Cette hausse intègre l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations (-38 millions d'euros) en partie compensé par l'effet favorable des variations de change (16 millions d'euros).

En **données à base comparable**, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont en hausse de 2,7 %, soit -320 millions d'euros entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007. Les achats externes (voir section 5.5 "Glossaire financier"), qui représentent 91 % des charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) au premier semestre 2007, connaissent une croissance limitée à 0,9 % entre les deux semestres. L'augmentation des charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) résulte essentiellement de la hausse des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels), qui progressent de 27,5 % entre les deux périodes.

■ Achats externes

Au premier semestre 2007, les achats externes s'élèvent à -11 030 millions d'euros, contre, au premier semestre 2006, -10 933 millions d'euros en données historiques et -10 935 millions d'euros en données à base comparable.

En **données historiques**, l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations (-18 millions d'euros) est compensé par l'effet favorable des variations de change (18 millions d'euros).

En **données à base comparable**, les achats externes augmentent de 0,9 % entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation de 3,0 % des charges commerciales (voir section 5.5 "Glossaire financier"). Conformément à l'objectif annoncé pour l'exercice 2007, cette progression reste maîtrisée, avec un ratio de charges

commerciales rapportées au chiffre d'affaires de 14,2 % au premier semestre 2007 quasiment stable par rapport au premier semestre 2006 (14,0 %), et en baisse par rapport à l'exercice 2006 (15,0 %). Par ailleurs, la progression de 1,8 % des autres achats externes (voir section 5.5 "Glossaire financier"), liée essentiellement à l'augmentation des charges de sous-traitance des centres d'appel, est totalement compensée par la diminution de -1,8 % des achats et reversements aux opérateurs. Au final, la progression des achats externes entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 (soit une hausse de 0,9 %) a été contenue au regard de la croissance du chiffre d'affaires (en augmentation de 1,9 %). Rapportés au chiffre d'affaires, les achats externes sont en baisse de -0,4 point, passant de 43,0 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2006 en données à base comparable à 42,6 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2007.

■ Autres produits et charges opérationnels

Au premier semestre 2007, les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à -1 040 millions d'euros, contre, au premier semestre 2006, -794 millions d'euros en données historiques et -815 millions d'euros en données à base comparable, soit une hausse de 31,1 % en données historiques et de 27,5 % en données à base comparable.

En **données historiques**, les autres produits et charges opérationnels intègrent notamment l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations (-20 millions) et l'effet défavorable des variations de change (-2 millions d'euros).

En **données à base comparable**, l'augmentation de 27,5 % des autres produits et charges opérationnels entre les deux périodes s'explique principalement i) par la comptabilisation d'un produit correspondant à une indemnité transactionnelle relative aux activités du Groupe au Liban pour 22 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 74 millions d'euros au premier semestre 2006, ii) par l'augmentation de -71 millions d'euros des impôts, taxes et versements assimilés, et iii) par la hausse de -49 millions d'euros des provisions sur créances clients.

2.1.2.2 Charges de personnel (salaires et charges)

Les charges de personnel (salaires et charges) comprises dans la MBO (voir section 5.5 "Glossaire financier") n'incluent pas la participation des salariés et la rémunération en actions (voir section 2.2 "De la marge brute opérationnelle au résultat d'exploitation du Groupe").

■ Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période)

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽¹⁾	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Semestres clos le 30 juin	
				Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
France Télécom S.A.	99 279	105 680	104 670	(6,1)%	(5,2)%
Filiales en France	8 820	9 495	9 090	(7,1)%	(3,0)%
Total France	108 099	115 175	113 760	(6,1)%	(5,0)%
Filiales internationales	82 018	82 857	81 168	(1,0)%	1,0 %
Total Groupe	190 117	198 032	194 928	(4,0)%	(2,5)%

(1) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

■ Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽¹⁾	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Semestres clos le 30 juin	
				Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
France Télécom S.A.	96 409	102 869	101 863	(6,3)%	(5,4)%
Filiales en France	8 695	9 348	8 963	(7,0)%	(3,0)%
Total France	105 104	112 217	110 826	(6,3)%	(5,2)%
Filiales internationales	79 819	80 687	79 073	(1,1)%	0,9 %
Total Groupe	184 923	192 904	189 899	(4,1)%	(2,6)%

(1) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

■ Charges de personnel (salaires et charges)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Charges de personnel (salaires et charges) ⁽¹⁾					
France Télécom S.A.	(2 751)	(2 811)	(2 781)	(2,1)%	(1,1)%
Filiales en France	(269)	(283)	(260)	(4,9)%	3,7 %
Total France	(3 020)	(3 094)	(3 041)	(2,4)%	(0,7)%
Filiales internationales	(1 407)	(1 342)	(1 345)	4,9 %	4,6 %
Total Groupe	(4 427)	(4 436)	(4 386)	(0,2)%	0,9 %

(1) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

En **données historiques**, les charges de personnel (salaires et charges) du Groupe augmentent de 0,9 %, soit -41 millions d'euros, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, s'établissant à -4 427 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette hausse s'explique principalement par l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations (-58 millions d'euros) en partie compensé par l'effet favorable des variations de change (8 millions d'euros).

En **données à base comparable**, les charges de personnel (salaires et charges) diminuent de -0,2 % entre les deux périodes. Cette légère baisse des charges de personnel (salaires et charges) est la résultante :

- d'une baisse de -4,1 % au titre de l'effet volume, lié à la baisse de l'effectif moyen du Groupe, soit -7 981 employés (équivalent temps plein) ;
- d'une baisse de -0,3 % au titre de l'effet de structure, traduisant l'écart entre le coût moyen et le coût réel constaté sur les flux d'entrées et de sorties du Groupe ;
- et d'une augmentation de 4,2 % au titre de l'évolution du coût unitaire moyen.

Rapportées au chiffre d'affaires, les charges de personnel (salaires et charges) sont en baisse de -0,4 point, passant de 17,5 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2006 en données à base comparable à 17,1 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2007.

2.1.3 Marge brute opérationnelle

En **données historiques**, la MBO du groupe France Télécom est en progression de 1,7 % par rapport au premier semestre 2006, soit 158 millions d'euros, à 9 416 millions d'euros au premier semestre 2007. Entre les deux périodes, la progression de la MBO du Groupe intègre l'effet négatif des variations de change, qui représente -29 millions d'euros, en partie compensé par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 7 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la MBO du Groupe progresse de 1,9 %, soit 180 millions d'euros, passant de 9 236 millions d'euros au premier semestre 2006 à 9 416 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette augmentation s'explique :

- par la progression de 3,9 % de la MBO de SCP, tirée par la progression de 12,6 % de la MBO de SCP Reste du monde. Cette augmentation reflète la croissance des activités de téléphonie mobile, soutenue par une progression dynamique du nombre de clients, ainsi que la progression des charges opérationnelles comprises dans la MBO (voir section 5.5 "Glossaire financier"), hors charges commerciales et achats et reversements aux opérateurs, à un rythme inférieur à celui du chiffre d'affaires ;
- et par l'augmentation de 2,5 % de la MBO de SCR, liée à la hausse de 10,3 % de la MBO de SCR France. Cette amélioration résulte de l'effet combiné i) de la diminution significative des charges opérationnelles comprises dans la MBO, relative principalement, d'une part, à la forte baisse des achats et reversements aux opérateurs (effet notamment de la baisse du prix des terminaisons d'appel fixe vers mobile), et d'autre part, à la diminution significative des charges de personnel (salaires et charges), et ii) de l'augmentation du chiffre d'affaires. En sens inverse, l'évolution de la MBO de SCR est affectée entre les deux périodes par la baisse de -22,3 % de la MBO de SCR Pologne, en raison essentiellement du repli tendanciel des services téléphoniques classiques (abonnements et communications téléphoniques traditionnelles) et de l'effet des baisses du prix des terminaisons d'appel.

Ces évolutions sont toutefois en partie compensées par la baisse, en données à base comparable, de -13,5 % de la MBO de SCE entre les deux périodes. Cette baisse reflète la transformation du modèle économique de SCE avec i) une pression à la baisse sur la marge des activités de réseau liée à une pression compétitive renforcée à l'international et à la transformation vers les solutions IP, et ii) la part croissante des activités de services.

In fine, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'élève à 36,3 % au premier semestre 2007, soit un niveau identique au premier semestre 2006 en données à base comparable, en ligne avec l'objectif annoncé d'une quasi-stabilisation de ce ratio en 2007 par rapport à l'exercice 2006.

2.2 DE LA MARGE BRUTE OPERATIONNELLE AU RESULTAT D'EXPLOITATION DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
MBO	9 416	9 236	9 258	1,9 %	1,7 %
Participation des salariés	(159)	-	(140)	-	13,2 %
Rémunération en actions	(137)	-	(19)	-	ns
Dotations aux amortissements	(4 007)	(3 855)	(3 832)	3,9 %	4,6 %
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	(15)	-	(131)	-	(88,4)%
Résultat de cession d'actifs	409	-	92	-	ns
Coût des restructurations	(45)	-	(106)	-	(57,6)%
Résultat des entités mises en équivalence	1	-	17	-	(95,0)%
Résultat d'exploitation	5 463	-	5 139	-	6,3 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

■ Rémunération en actions

La charge de rémunération en actions passe de -19 millions d'euros au premier semestre 2006 en données historiques à -137 millions d'euros au premier semestre 2007, en raison principalement de la mise en place en avril 2007 d'un dispositif d'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe (voir section 1. "Vue d'ensemble" et note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Dotations aux amortissements

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Dotations aux amortissements					
Services de Communication Personnels (SCP)	(2 223)	(2 047)	(2 047)	8,6 %	8,6 %
Services de Communication Résidentiels (SCR)	(1 573)	(1 625)	(1 598)	(3,2)%	(1,5)%
Services de Communication Entreprises (SCE)	(212)	(185)	(188)	14,5 %	12,5 %
Eliminations	1	2	1	ns	ns
Total Groupe	(4 007)	(3 855)	(3 832)	3,9 %	4,6 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

En **données historiques**, l'augmentation de la dotation aux amortissements de 4,6 % soit une charge supplémentaire de -175 millions d'euros, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, intègre notamment l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations (-24 millions d'euros), tandis que l'impact positif des variations de change représente 1 million d'euros entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, la dotation aux amortissements augmente de 3,9 % (soit -152 millions d'euros) entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, et s'établit à -4 007 millions d'euros au premier semestre 2007. La progression de la dotation aux amortissements de SCP (-176 millions d'euros), résulte principalement de l'augmentation depuis 2004 des dépenses d'investissement corporels et incorporels hors licences dans les filiales mobiles, en particulier en Espagne et dans le Reste du monde.

■ Résultat de cession d'actifs

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Résultat de cession d'actifs ⁽¹⁾		
Cession de Tower Participations (société détenant TDF) ⁽²⁾	307	-
Cession de 20,0 % de Bluebirds Participations France ⁽²⁾	104	-
Cession de 20,0 % d'Ypso Holding (activités de réseaux câblés)	-	84
Autres	(2)	8
Total Groupe	409	92

(1) Voir notes 3 et 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

■ Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe France Télécom s'élève à 5 463 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 5 139 millions d'euros au premier semestre 2006 en données historiques, soit une augmentation de 6,3 %. Cette hausse de 324 millions d'euros entre les deux périodes reflète principalement l'augmentation du résultat de cession d'actifs (317 millions d'euros) ainsi que la progression de la MBO (158 millions d'euros), en partie compensées par l'augmentation de la dotation aux amortissements (-175 millions d'euros).

2.3 DU RESULTAT D'EXPLOITATION AU RESULTAT NET DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Résultat d'exploitation	5 463	5 139
Charges financières nettes	(1 240)	(1 248)
Gain (perte) de change	1	20
Effet d'actualisation	(57)	(70)
Résultat financier	(1 296)	(1 298)
Impôt sur les sociétés	(543)	(1 214)
Résultat net des activités poursuivies	3 624	2 627
Résultat net des activités cédées	-	132
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 624	2 759
Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A.	3 308	2 346
Intérêts minoritaires	316	413

2.3.1 Résultat financier

Au premier semestre 2007, le résultat financier s'élève à -1 296 millions d'euros (dont -1 240 millions d'euros au titre des charges financières nettes), soit un montant stable par rapport au premier semestre 2006 (-1 298 millions d'euros, dont -1 248 millions d'euros au titre des charges financières nettes).

■ Indicateurs relatifs aux charges financières nettes

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin		
	2007	2006 données historiques	Ecart données historiques
Charges financières nettes	(1 240)	(1 248)	8
Endettement financier net en fin de période ⁽¹⁾	42 113	47 234	(5 121)
Encours moyen de l'endettement financier net sur la période	38 532	46 282	(7 750)
Coût moyen pondéré de l'endettement financier net	6,18 %	5,69 %	-

(1) Voir section 5.5 "Glossaire financier" et note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le coût moyen pondéré de l'endettement financier net est calculé en rapportant les charges financières nettes, diminuées des éléments exceptionnels et non courants, à l'encours moyen calculé à partir de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus et les dettes liées aux engagements d'achat d'intérêts minoritaires.

L'évolution de l'endettement financier net de France Télécom est décrite à la section 4.2 "Endettement financier net".

■ Évolution des charges financières nettes

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin
Charges financières nettes au 30 juin 2006 (données historiques)	(1 248)
Facteurs de diminution :	
Diminution de l'encours moyen de l'endettement financier net retraité	220
Facteurs d'augmentation :	
Augmentation de la variation de la juste valeur de la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires de FT España (-20 M€ au premier semestre 2007 contre +76 M€ au premier semestre 2006) ⁽¹⁾	(96)
Augmentation du coût moyen pondéré de l'endettement financier net	(94)
Rachat de Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA) au premier semestre 2007 ⁽¹⁾	(37)
Autres éléments	15
Charges financières nettes au 30 juin 2007	(1 240)

(1) Voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.3.2 Impôt sur les sociétés

(millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Impôt sur les sociétés ⁽¹⁾		
Impôts courants	(300)	(293)
Impôts différés	(243)	(921)
Total Groupe	(543)	(1 214)

(1) Voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'impôt sur les sociétés représente une charge de -543 millions d'euros au premier semestre 2007, contre une charge de -1 214 millions d'euros au premier semestre 2006. Au premier semestre 2007, le groupe fiscal France a reconnu 584 millions d'euros d'impôts différés actifs. Le changement de taux d'impôt au Royaume-Uni diminue de 84 millions d'euros la charge d'impôts différés de la période.

2.3.3 Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 3 624 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 2 627 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette hausse de 997 millions d'euros entre les deux périodes reflète essentiellement la baisse de la charge d'impôt sur les sociétés (671 millions d'euros) et l'augmentation du résultat d'exploitation (324 millions d'euros).

2.3.4 Résultat net des activités cédées

Aucun résultat net des activités cédées n'a été comptabilisé au premier semestre 2007. Le résultat net des activités cédées du premier semestre 2006, soit un gain de 132 millions d'euros, correspond au résultat net généré par PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir notes 1 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.3.5 Résultat net de l'ensemble consolidé

Le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe France Télécom s'établit à 3 624 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 2 759 millions d'euros au premier semestre 2006, soit une hausse de 865 millions d'euros qui s'explique par l'augmentation du résultat net des activités poursuivies entre les deux périodes.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 316 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 413 millions d'euros au premier semestre 2006.

Après prise en compte des intérêts minoritaires, le résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A. passe de 2 346 millions d'euros au premier semestre 2006 à 3 308 millions d'euros au premier semestre 2007, soit une hausse de 962 millions d'euros.

2.4 DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU GROUPE

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
CAPEX ^{(2) (3)}	2 967	3 053	3 047	(2,8)%	(2,6)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	11,4 %	12,0 %	12,0 %		
Licences de télécommunication	-	-	282	-	ns
Investissements financiers ⁽²⁾	128	-	212	-	(39,6)%

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

(2) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

(3) Voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.4.1 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
CAPEX					
Services de Communication Personnels (SCP)	1 537	1 527	1 586	0,6 %	(3,1)%
Services de Communication Résidentiels (SCR)	1 232	1 326	1 261	(7,0)%	(2,3)%
Services de Communication Entreprises (SCE)	198	200	200	(1,4)%	(1,2)%
Total Groupe	2 967	3 053	3 047	(2,8)%	(2,6)%

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

En **données historiques**, la diminution des investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location financement (désignés ci-après CAPEX, voir section 5.5 "Glossaire financier") de -2,6 %, soit -80 millions d'euros, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, intègre l'impact des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 13 millions d'euros ainsi que l'effet des variations de change, qui s'élève à -7 millions d'euros entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, la baisse des investissements corporels et incorporels hors licences atteint -2,8 % entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, soit -86 millions d'euros, en raison essentiellement de la diminution de -94 millions d'euros des dépenses d'investissement de SCR. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des investissements informatiques, en particulier en France, et par la diminution des investissements relatifs aux plateformes de service client, particulièrement importants au premier semestre 2006.

La maîtrise des dépenses d'investissements corporels et incorporels hors licences au premier semestre 2007 permet d'atteindre un ratio d'investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires de 11,4 % (soit une baisse de -0,6 point par rapport au premier semestre 2006 en données historiques comme en données à base comparable), conforme avec l'objectif annoncé d'un maintien de ce ratio en 2007 au niveau de l'exercice 2006.

2.4.2 Licences de télécommunication

Aucune licence de télécommunication n'a été comptabilisée au premier semestre 2007. Au premier semestre 2006, les licences de télécommunication, soit 282 millions d'euros en données historiques comme en données à base comparable, correspondent en quasi-totalité à la part fixe du renouvellement pour 15 ans de la licence GSM d'Orange en France.

2.4.3 Investissements financiers

Les investissements financiers (voir section 5.5 "Glossaire financier" et note 3 de l'annexe aux comptes consolidés) sont décrits à la section 4.1 "Situation et flux de trésorerie".

3. ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

L'organisation managériale opérationnelle de France Télécom s'articule autour, i) de lignes de métier (personnel, résidentiel, entreprise), et ii) d'équipes de direction intégrées au niveau des pays. Dans ce contexte et conformément aux dispositions de la norme IAS 14 "Information sectorielle", le Groupe a retenu comme premier niveau de l'information sectorielle les trois secteurs d'activité suivants :

- le secteur d'activité "**Services de Communication Personnels**" (désigné ci-après "SCP") regroupe les activités de services mobiles de télécommunication en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Pologne et dans le Reste du monde. Il comprend l'intégralité des filiales d'Orange, ainsi que les activités de téléphonie mobile de FT España en Espagne, de TP Group en Pologne (avec sa filiale PTK Centertel) et des autres sociétés du Groupe à l'international ;
- le secteur d'activité "**Services de Communication Résidentiels**" (désigné ci-après "SCR") rassemble les activités de services fixes de télécommunication (téléphonie fixe, services Internet, services aux opérateurs) en France, en Pologne et dans le Reste du monde, ainsi que les activités de la distribution et des fonctions supports fournis aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom ;
- le secteur d'activité "**Services de Communication Entreprises**" (désigné ci-après "SCE") regroupe les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde.

■ Agrégats opérationnels par secteur d'activité au 30 juin 2007

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin 2007				
	SCP	SCR	SCE	Eliminations et non alloués	Total Groupe
Chiffre d'affaires	14 107	11 168	3 800	(3 162)	25 913
externe	13 628	8 698	3 587	-	25 913
inter-secteurs d'activité	479	2 470	213	(3 162)	-
MBO	4 974	3 795	648	(1)	9 416
Participation des salariés	(31)	(117)	(11)	-	(159)
Rémunération en actions	(4)	(121)	(12)	-	(137)
Dotation aux amortissements	(2 223)	(1 573)	(212)	1	(4 007)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	-	2	(17)	-	(15)
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	409	409
Coût des restructurations	(4)	(36)	(5)	-	(45)
Résultat des entités mises en équivalence	1	-	-	-	1
Résultat d'exploitation					5 463
alloué par secteur d'activité	2 713	1 950	391	-	5 054
non allouable	-	-	-	409	409
CAPEX	1 537	1 232	198	-	2 967
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	3 437	2 563	450	(1)	6 449
Nombre moyen d'employés (ETP)	35 519	130 121	19 283	-	184 923

■ Agrégats opérationnels par secteur d'activité au 30 juin 2006 (données à base comparable)

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin 2006 (données à base comparable ⁽¹⁾)				
	SCP	SCR	SCE	Eliminations et non alloués	Total Groupe
Chiffre d'affaires	13 473	11 223	3 845	(3 119)	25 422
externe	12 994	8 798	3 630	-	25 422
inter-secteurs d'activité	479	2 425	215	(3 119)	-
MBO	4 788	3 701	749	(2)	9 236
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Rémunération en actions	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements	(2 047)	(1 625)	(185)	2	(3 855)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	-	-	-	-	-
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	-	-
Coût des restructurations	-	-	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation					-
alloué par secteur d'activité	-	-	-	-	-
non allouable	-	-	-	-	-
CAPEX	1 527	1 326	200	-	3 053
Licences de télécommunication	282	-	-	-	282
MBO - CAPEX	3 261	2 375	549	(2)	6 183
Nombre moyen d'employés (ETP)	36 205	138 014	18 685	-	192 904

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

■ **Agrégats opérationnels par secteur d'activité au 30 juin 2006 (données historiques)**

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin 2006 (données historiques)				
	SCP	SCR	SCE	Eliminations et non alloués	Total Groupe
Chiffre d'affaires	13 429	11 127	3 820	(3 005)	25 371
externe	12 955	8 803	3 613	-	25 371
inter-secteurs d'activité	474	2 324	207	(3 005)	-
MBO	4 884	3 542	833	(1)	9 258
Participation des salariés	(34)	(98)	(8)	-	(140)
Rémunération en actions	(11)	(7)	(1)	-	(19)
Dotation aux amortissements	(2 047)	(1 598)	(188)	1	(3 832)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	(125)	(5)	(1)	-	(131)
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	92	92
Coût des restructurations	(41)	(50)	(15)	-	(106)
Résultat des entités mises en équivalence	(5)	22	-	-	17
Résultat d'exploitation					5 139
alloué par secteur d'activité	2 621	1 806	620	-	5 047
non allouable	-	-	-	92	92
CAPEX	1 586	1 261	200	-	3 047
Licences de télécommunication	282	-	-	-	282
MBO - CAPEX	3 298	2 281	633	(1)	6 211
Nombre moyen d'employés (ETP)	37 392	135 441	17 066	-	189 899

3.1 **SERVICES DE COMMUNICATION PERSONNELS (SCP)**

Le secteur d'activité SCP regroupe les activités de services mobiles de télécommunication en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Pologne et dans le Reste du monde. Il comporte cinq sous-secteurs d'activité : i) le sous-secteur d'activité SCP France, qui comprend les filiales Orange en France métropolitaine, Orange Caraïbes et Orange Réunion, ii) le sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni, avec la filiale Orange au Royaume-Uni, iii) le sous-secteur d'activité SCP Espagne, constitué des activités mobiles de FT España, iv) le sous-secteur d'activité SCP Pologne, avec la filiale PTK Centertel, et v) le sous-secteur d'activité SCP Reste du monde, qui comprend les filiales internationales hors France, Royaume-Uni, Espagne et Pologne, à savoir principalement en Belgique, en Moldavie, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Slovaquie, en Suisse, ainsi que, hors d'Europe, en Egypte, en Jordanie, au Botswana, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée Equatoriale, à l'Ile Maurice, à Madagascar, au Mali, au Sénégal et en République Dominicaine.

(en millions d'euros)

Semestres clos le 30 juin

Services de Communication Personnels (SCP)	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
SCP					
Chiffre d'affaires	14 107	13 473	13 429	4,7 %	5,0 %
MBO	4 974	4 788	4 884	3,9 %	1,8 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	35,3 %	35,5 %	36,4 %		
CAPEX	1 537	1 527	1 586	0,6 %	(3,1)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	10,9 %	11,3 %	11,8 %		
Licences de télécommunication	-	282	282	ns	ns
MBO - CAPEX	3 437	3 261	3 298	5,4 %	4,2 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	35 519	36 205	37 392	(1,9)%	(5,0)%
SCP France					
Chiffre d'affaires	4 828	4 824	4 823	0,1 %	0,1 %
MBO	1 943	1 903	1 934	2,1 %	0,5 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	40,2 %	39,5 %	40,1 %		
CAPEX	382	427	486	(10,6)%	(21,5)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	7,9 %	8,9 %	10,1 %		
Licences de télécommunication	-	284	284	ns	ns
MBO - CAPEX	1 561	1 476	1 448	5,8 %	7,8 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	5 441	5 751	7 102	(5,4)%	(23,4)%
SCP Royaume-Uni					
Chiffre d'affaires	3 015	2 924	2 870	3,1 %	5,0 %
MBO	712	779	765	(8,6)%	(6,9)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	23,6 %	26,6 %	26,6 %		
CAPEX	191	260	256	(26,6)%	(25,4)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	6,3 %	8,9 %	8,9 %		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	520	518	508	0,4 %	2,4 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	11 006	12 034	12 065	(8,5)%	(8,8)%
SCP Espagne					
Chiffre d'affaires	1 676	1 633	1 633	2,6 %	2,6 %
MBO	393	432	489	(9,0)%	(19,7)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	23,5 %	26,5 %	30,0 %		
CAPEX	226	184	184	22,7 %	22,7 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	13,5 %	11,3 %	11,3 %		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	167	248	305	(32,6)%	(45,3)%
Nombre moyen d'employés (ETP)	1 885	2 097	2 097	(10,1)%	(10,1)%
SCP Pologne					
Chiffre d'affaires	995	932	921	6,8 %	8,0 %
MBO	383	303	299	26,6 %	28,1 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	38,5 %	32,5 %	32,5 %		
CAPEX	133	115	113	16,4 %	17,8 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	13,4 %	12,3 %	12,3 %		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	249	188	186	32,8 %	34,3 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	3 205	3 142	3 142	2,0 %	2,0 %
SCP Reste du monde					
Chiffre d'affaires	3 692	3 261	3 284	13,2 %	12,4 %
MBO	1 544	1 371	1 397	12,6 %	10,5 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	41,8 %	42,0 %	42,5 %		
CAPEX	604	540	546	11,8 %	10,7 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	16,4 %	16,6 %	16,6 %		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
MBO - CAPEX	940	831	851	13,1 %	10,4 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	13 983	13 182	12 986	6,1 %	7,7 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

3.1.1 Chiffre d'affaires - SCP

■ Chiffre d'affaires - SCP France

SCP France	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	4 828	4 824	4 823	0,1 %	0,1 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	23 403	22 390	22 390	4,5 %	4,5 %
dont Nombre de forfaits ⁽²⁾	15 050	14 076	14 076	6,9 %	6,9 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽²⁾	8 353	8 314	8 314	0,5 %	0,5 %
dont Nombre de clients haut débit ⁽²⁾	5 221	1 903	1 903	174,4 %	174,4 %
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	403	417	417	(3,2)%	(3,2)%
AUPU ⁽³⁾ (en minutes)	195	182	182	7,0 %	7,0 %

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de SCP France reste globalement stable (progression de 0,1 %) entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007. La légère croissance de 0,6 % du chiffre d'affaires du réseau (voir section 5.5 "Glossaire financier"), liée au développement du chiffre d'affaires réalisé avec les MVNO (opérateurs de réseaux mobiles virtuels), est compensée en partie par la baisse de -20,7 % du chiffre d'affaires des équipements (voir section 5.5 "Glossaire financier").

Hors impact de la baisse du prix des terminaisons d'appel, le chiffre d'affaires progresse de 3,4 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006. Cette progression est due :

- pour une large part, à la hausse sensible du nombre total de clients, en progression de 4,5 % pour atteindre près de 23,4 millions de clients au 30 juin 2007, et à la progression de la part des forfaits dans le nombre total de clients qui s'établit à 64,3 % au 30 juin 2007 contre 62,9 % un an plus tôt ;
- et à l'augmentation de 11,1 % du chiffre d'affaires des services "non-voix" (voir section 5.5 "Glossaire financier"). La part du chiffre d'affaires des services "non-voix" dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 17,2 % au premier semestre 2007 contre 15,5 % sur la même période en 2006.

La consommation moyenne par client, l'AUPU (voir section 5.5 "Glossaire financier"), est en augmentation de 7,0 % au 30 juin 2007.

Le chiffre d'affaires annuel moyen par client, l'ARPU (voir section 5.5 "Glossaire financier"), diminue de -3,2 % au 30 juin 2007 en données à base comparable, cette baisse correspondant essentiellement à l'impact défavorable de la baisse du prix des terminaisons d'appel de la voix et des messages texte (SMS).

■ Chiffre d'affaires - SCP Royaume-Uni

SCP Royaume-Uni	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	3 015	2 924	2 870	3,1 %	5,0 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	15 165	14 951	14 951	1,4 %	1,4 %
dont Nombre de forfaits ⁽²⁾	5 183	4 731	4 731	9,6 %	9,6 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽²⁾	9 982	10 220	10 220	(2,3)%	(2,3)%
dont Nombre de clients haut débit ⁽²⁾	1 368	526	526	160,1 %	160,1 %
ARPU ⁽³⁾ (en livres sterling)	258	261	261	(1,1)%	(1,1)%
AUPU ⁽³⁾ (en minutes)	150	146	146	2,7 %	2,7 %

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCP Royaume-Uni progresse de 5,0 % par rapport au premier semestre 2006, pour s'établir à 3 015 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette évolution est principalement le fait de la croissance intrinsèque de l'activité de SCP Royaume-Uni.

En **données à base comparable**, la progression du chiffre d'affaires de SCP Royaume-Uni est de 3,1 % dans la comparaison des deux périodes. Le chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires des équipements augmente de 4,0 %, en raison :

- de l'augmentation de 1,4 % du nombre total de clients entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007 (soit plus de 0,21 million de clients supplémentaires entre les deux périodes) avec 15,17 millions de clients au 30 juin 2007, contre 14,95 millions un an plus tôt. Cette hausse est tirée par l'augmentation de 9,6 % du nombre de forfaits (0,45 million de clients supplémentaires entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007), dont la part dans le nombre total de clients progresse et s'établit à 34,2 % au 30 juin 2007, contre 31,6 % au 30 juin 2006 ;
- de la forte croissance du chiffre d'affaires des services "non-voix", générée par la hausse du trafic de données et de la consommation de messages texte (SMS) ;
- et de la croissance du trafic "voix", l'AUPU étant en augmentation de 2,7 % au 30 juin 2007 par rapport au 30 juin 2006.

Ces effets favorables sont partiellement compensés par le renforcement de l'environnement concurrentiel, que traduit la baisse de -1,1 % de l'ARPU entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007.

■ Chiffre d'affaires - SCP Espagne

SCP Espagne	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 676	1 633	1 633	2,6 %	2,6 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	10 692	10 664	10 664	0,3 %	0,3 %
dont Nombre de forfaits ⁽²⁾	5 621	5 149	5 149	9,2 %	9,2 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽²⁾	5 071	5 514	5 514	(8,0)%	(8,0)%
dont Nombre de clients haut débit ⁽²⁾	925	173	173	ns	ns
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	301	307	307	(1,9)%	(1,9)%
AUPU ⁽³⁾ (en minutes)	135	126	126	7,6 %	7,6 %

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la croissance de 2,6 % du chiffre d'affaires de SCP Espagne entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 résulte essentiellement de la progression de 9,2 % du nombre de forfaits qui atteint 5,6 millions de clients au 30 juin 2007.

Parallèlement, le nombre de clients haut débit a été multiplié par plus de cinq par rapport au 30 juin 2006, pour s'établir à 925 milliers de clients au 30 juin 2007.

L'effet de la croissance du nombre de forfaits est compensé en partie par l'impact négatif de la baisse du prix des terminaisons d'appel vers le réseau mobile et de la diminution du chiffre d'affaires des équipements. Hors impact de la baisse du prix des terminaisons d'appels, le chiffre d'affaires progresse de 5,1 % entre les deux périodes, tiré principalement par la croissance du chiffre d'affaires relatifs aux forfaits.

La consommation moyenne par client, l'AUPU, est en augmentation de 7,6 % au 30 juin 2007, favorisée par la baisse du prix moyen des appels sortants.

■ Chiffre d'affaires - SCP Pologne

SCP Pologne	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	995	932	921	6,8 %	8,0 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	13 056	11 127	11 127	17,3 %	17,3 %
dont Nombre de forfaits ⁽²⁾	5 189	4 363	4 363	18,9 %	18,9 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽²⁾	7 867	6 763	6 763	16,3 %	16,3 %
dont Nombre de clients haut débit ⁽²⁾	131	43	43	ns	ns
ARPU ⁽³⁾ (en zlotys)	615	686	686	(10,4)%	(10,4)%
AUPU ⁽³⁾ (en minutes)	99	90	90	9,8 %	9,8 %

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCP Pologne enregistre une progression de 8,0 % par rapport au premier semestre 2006 pour atteindre 995 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette progression intègre notamment l'impact positif des variations

de change (11 millions d'euros).

En **données à base comparable**, la croissance soutenue de 6,8 % du chiffre d'affaires est générée par la forte progression de 17,3 % du nombre des clients de PTK Centertel par rapport au 30 juin 2006 (avec plus de 13,0 millions de clients au 30 juin 2007) et par la hausse de 9,8 % de l'ARPU, tirée par les nouvelles offres d'abondance. En sens inverse, la baisse de -10,4 % de l'ARPU entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007 résulte principalement de la baisse du tarif des prix des appels sortants, liée à ces nouvelles offres d'abondance.

PTK Centertel, qui a adopté la marque Orange en septembre 2005, renforce sa position concurrentielle avec plus de 1,9 millions de clients supplémentaires au 30 juin 2007.

La croissance du marché des mobiles en Pologne (37,8 millions de clients mobiles au 31 mars 2007) est essentiellement due à l'augmentation du nombre d'offres prépayées. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile passe de 80,6 % au 30 juin 2006 à 99,2 % au 31 mars 2007 (selon les dernières estimations du Bureau Central Polonais des Statistiques).

■ Chiffre d'affaires - SCP Reste du monde

SCP Reste du monde	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Belgique					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	748	758	758	(1,3)%	(1,3)%
Nombre total de clients ⁽²⁾	3 200	3 020	3 020	6,0 %	6,0 %
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	443	-	468	-	(5,3)%
Roumanie					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	578	466	504	24,1 %	14,7 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	8 572	7 212	7 212	18,9 %	18,9 %
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	136	-	141	-	(3,5)%
Suisse					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	396	414	431	(4,2)%	(8,1)%
Nombre total de clients ⁽²⁾	1 441	1 285	1 285	12,1 %	12,1 %
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	546	-	662	-	(17,5)%
Slovaquie					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	355	335	304	5,8 %	16,8 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	2 702	2 553	2 553	5,8 %	5,8 %
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	243	-	227	-	7,0 %
Pays-Bas					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	331	302	305	9,6 %	8,5 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	2 148	1 996	1 996	7,6 %	7,6 %
ARPU ⁽³⁾ (en euros)	243	-	269	-	(9,7)%
Autres filiales ⁽⁴⁾					
Chiffre d'affaires ⁽⁵⁾	1 284	986	982	30,2 %	30,8 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	22 164	14 082	13 467	57,4 %	64,6 %
Total					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	3 692	3 261	3 284	13,2 %	12,4 %
Nombre total de clients ⁽²⁾	40 227	30 147	29 532	33,4 %	36,2 %
dont Nombre de clients haut débit ⁽²⁾	1 295	279	279	ns	ns

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

(4) Les autres filiales incluent notamment les filiales du Botswana, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, de la Guinée Equatoriale, de l'Île Maurice, de la Jordanie, de Madagascar, du Mali, de la Moldavie, de la République Dominicaine et du Sénégal.

(5) En millions d'euros. Comprend le chiffre d'affaires des autres filiales et les éliminations.

En **données historiques**, la croissance de 12,4 % du chiffre d'affaires de SCP Reste du monde entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 intègre notamment l'impact négatif des variations de change, essentiellement liées au dollar américain, à la livre égyptienne et au franc suisse, que compense en partie l'effet positif des variations de périmètre relatives à l'intégration en consolidation globale de la société Mobilecom en Jordanie le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la progression de 13,2 % du chiffre d'affaires entre les deux périodes résulte principalement de l'augmentation globale du nombre de clients et de la forte croissance de l'activité dans les filiales mobiles internationales, notamment en Roumanie, au Sénégal et au Mali, en République Dominicaine et aux Pays-Bas (croissance du chiffre d'affaires lié aux activités de transit). Cette évolution est partiellement compensée par l'impact défavorable de la baisse du prix des terminaisons d'appel dans les

pays européens, en particulier en Belgique, en Suisse et en Roumanie.

3.1.2 Marge brute opérationnelle - SCP

En **données historiques**, la MBO de SCP affiche une augmentation de 1,8 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006 pour s'établir à 4 974 millions d'euros. Cette hausse intègre principalement l'impact de réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, et l'effet positif des variations de périmètre relatives à l'intégration en consolidation globale de la société Mobilecom en Jordanie le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la MBO de SCP progresse de 3,9 % entre les deux périodes. Cette progression s'explique essentiellement :

- par la croissance de 12,6 % de la MBO de SCP Reste du monde au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006, soit 172 millions d'euros. Cette progression est liée essentiellement à la croissance du chiffre d'affaires, que compense en partie la hausse des charges opérationnelles comprises dans la MBO tirée i) par la hausse des achats et reversements aux opérateurs du fait de la croissance du trafic, et ii) par l'augmentation des charges commerciales, induit par la croissance globale du nombre de clients ;
- par la progression de 26,6 % de la MBO de SCP Pologne entre les deux périodes, qui représente une amélioration de 80 millions d'euros. Cette hausse est générée principalement par la croissance du chiffre d'affaires et dans une moindre mesure par la baisse des charges opérationnelles comprises dans la MBO, du fait de la diminution des achats et reversements aux opérateurs et des charges commerciales (liée à la baisse des achats de terminaux et autres produits vendus) ;
- et par la hausse de 2,1 % de la MBO de SCP France dans la comparaison des deux périodes. Cette croissance de 40 millions d'euros reflète essentiellement la diminution des charges opérationnelles comprises dans la MBO liée en grande partie à la baisse des achats et reversements aux opérateurs, en raison de l'effet favorable de la baisse du prix des terminaisons d'appel. En sens inverse, la hausse des charges commerciales est liée aux efforts réalisés i) pour la promotion et le développement des offres haut débit mobile dans un contexte fortement concurrentiel, efforts récompensés par la très forte progression du nombre de clients aux services haut débit mobile, qui s'établit à plus de 5,2 millions au 30 juin 2007 (soit une progression de 174 % par rapport au 30 juin 2006), et ii) pour la fidélisation de la clientèle, qui se traduit par le développement des offres PCM (Programme de Changement de Mobile).

Ces hausses sont partiellement compensées :

- par la baisse de -8,6 %, soit une diminution de -67 millions d'euros, de la MBO de SCP Royaume-Uni, du fait de l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs (tirée par la hausse des offres d'abondance) et des charges commerciales (liée à la croissance de 9,6 % du nombre de forfaits au 30 juin 2007), que vient compenser en partie la croissance du chiffre d'affaires ;
- et par la baisse de -9,0 % ou -39 millions d'euros de la MBO de SCP Espagne, qui provient notamment de l'impact négatif de la baisse du prix des terminaisons d'appels sur la croissance du chiffre d'affaires, et de la hausse des achats et reversements aux opérateurs.

3.1.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCP

En **données historiques**, les investissements corporels et incorporels hors licences de SCP enregistrent une baisse de -3,1 % pour atteindre 1 537 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 1 586 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette diminution s'explique principalement par l'impact de réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe et l'effet des variations de périmètre relatives à l'intégration en consolidation globale de la société Mobilecom en Jordanie le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la hausse de 0,6 % des investissements corporels et incorporels hors licences, soit une augmentation de 10 millions d'euros, s'explique essentiellement :

- par la hausse de 11,8 % des investissements corporels et incorporels hors licences de SCP Reste du monde. Cette augmentation de 64 millions d'euros est due notamment à la hausse des dépenses d'investissement relatives à l'extension de la couverture du

réseau et à la croissance des capacités liée à la progression du nombre de clients dans les pays à forte croissance de SCP Reste du monde ;

- par la croissance de 22,7 % (hausse de 42 millions d'euros) des dépenses d'investissement de SCP Espagne, du fait d'une répartition semestrielle différente en 2007 en raison notamment du déploiement rural du réseau GSM 900 ;
- et par l'augmentation de 16,4 %, soit une hausse de 19 millions d'euros, des investissements corporels et incorporels hors licences de SCP Pologne, reflétant en grande partie la hausse des dépenses d'investissement relatifs à l'accès haut débit et aux capacités de réseaux.

Cette hausse est compensée en partie :

- par la diminution de -26,6 % (baisse de -69 millions d'euros) des dépenses d'investissement de SCP Royaume Uni, due notamment à la revue du programme des dépenses d'investissement dans le cadre des discussions en cours sur l'accord de partage de réseaux avec Vodafone ;
- et par la baisse de -10,6 %, soit -46 millions d'euros, des investissements corporels et incorporels hors licences de SCP France.

3.1.4 Licences de télécommunication - SCP

Les licences de télécommunication s'élèvent à 282 millions d'euros au premier semestre 2006. Ce montant correspond en quasi-totalité au montant actualisé de la part fixe pour les quinze prochaines années, à compter du mois de mars 2006, du renouvellement de la licence GSM d'Orange en France.

3.2 SERVICES DE COMMUNICATION RESIDENTIELS (SCR)

Le secteur d'activité SCR rassemble les activités de services fixes de télécommunication (téléphonie fixe, services Internet, services aux opérateurs) en France, en Pologne et dans le Reste du monde ainsi que les activités de la distribution et des fonctions supports fournis aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom. Il comporte trois sous-secteurs d'activité : i) le sous-secteur d'activité SCR France, ii) le sous-secteur d'activité SCR Pologne, qui comprend TP S.A. et ses filiales (hors filiales mobiles), et iii) le sous-secteur d'activité SCR Reste du monde, comprenant pour les activités fixes et Internet les filiales internationales hors France et Pologne, à savoir principalement, en Espagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni ainsi qu'en Côte d'Ivoire, à l'île Maurice, en Jordanie et au Sénégal.

(en millions d'euros)

Semestres clos le 30 juin

Services de Communication Résidentiels (SCR)	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
SCR					
Chiffre d'affaires	11 168	11 223	11 127	(0,5)%	0,4 %
MBO	3 795	3 701	3 542	2,5 %	7,1 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>34,0 %</i>	<i>33,0 %</i>	<i>31,8 %</i>		
CAPEX	1 232	1 326	1 261	(7,0)%	(2,3)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,0 %</i>	<i>11,8 %</i>	<i>11,3 %</i>		
MBO - CAPEX	2 563	2 375	2 281	7,9 %	12,3 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	130 121	138 014	135 441	(5,7)%	(3,9)%
SCR France					
Chiffre d'affaires	8 838	8 742	8 714	1,1 %	1,4 %
MBO	3 129	2 836	2 683	10,3 %	16,6 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>35,4 %</i>	<i>32,4 %</i>	<i>30,8 %</i>		
CAPEX	917	978	918	(6,3)%	(0,1)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>10,4 %</i>	<i>11,2 %</i>	<i>10,5 %</i>		
MBO - CAPEX	2 213	1 858	1 765	19,1 %	25,4 %
Nombre moyen d'employés (ETP)	92 281	99 109	98 086	(6,9)%	(5,9)%
SCR Pologne					
Chiffre d'affaires	1 421	1 561	1 543	(9,0)%	(7,9)%
MBO	584	752	743	(22,3)%	(21,4)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>41,1 %</i>	<i>48,1 %</i>	<i>48,1 %</i>		
CAPEX	199	189	187	5,0 %	6,2 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,0 %</i>	<i>12,1 %</i>	<i>12,1 %</i>		
MBO - CAPEX	385	562	556	(31,5)%	(30,7)%
Nombre moyen d'employés (ETP)	29 121	29 990	29 990	(2,9)%	(2,9)%
SCR Reste du monde					
Chiffre d'affaires	1 029	1 008	959	2,0 %	7,2 %
MBO	82	113	116	(27,4)%	(29,4)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>8,0 %</i>	<i>11,2 %</i>	<i>12,1 %</i>		
CAPEX	117	159	156	(26,3)%	(25,0)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,4 %</i>	<i>15,7 %</i>	<i>16,3 %</i>		
MBO - CAPEX	(35)	(46)	(40)	(23,6)%	(12,3)%
Nombre moyen d'employés (ETP)	8 719	8 915	7 364	(2,2)%	18,4 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

3.2.1 Chiffre d'affaires - SCR

■ Chiffre d'affaires - SCR France

SCR France	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	8 838	8 742	8 714	1,1 %	1,4 %
Services Grand Public	4 712	4 709	4 720	0,1 %	(0,2)%
Réseaux et Opérateurs	3 004	2 932	2 773	2,5 %	8,3 %
Autres SCR en France	1 121	1 102	1 222	1,8 %	(8,2)%
Services Grand Public					
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public ⁽²⁾ (en millions)	23,9	-	26,3	-	(9,0)%
Trafic téléphonique "voix" des clients Grand Public ⁽³⁾ (en milliards de minutes)	17,7	-	21,8	-	(18,8)%
Nombre de clients Grand Public aux usages haut débit ADSL ⁽⁴⁾	6 575	-	5 216	-	26,1 %
Nombre d'abonnés aux offres multiservices :					
Nombre de Livebox louées ⁽⁴⁾	4 273	-	2 515	-	69,9 %
Nombre d'abonnés aux services "Voix sur IP" ⁽⁴⁾	3 017	-	1 464	-	106,1 %
Nombre d'abonnés aux offres "TV sur ADSL" ⁽⁴⁾	837	-	306	-	173,5 %
Réseaux et Opérateurs					
Trafic (en milliards de minutes) :					
Trafic "voix" de l'interconnexion nationale	28,2	-	28,8	-	(2,2)%
Trafic international entrant	2,5	-	2,1	-	18,7 %
Vente en gros de l'abonnement ⁽⁴⁾	449	-	1	-	ns
Nombre total de lignes téléphoniques dégroupées ⁽⁴⁾	4 547	-	3 351	-	35,7 %
Nombre de lignes en dégroupage partiel ⁽⁴⁾	1 682	-	2 108	-	(20,2)%
Nombre de lignes en dégroupage total ⁽⁴⁾	2 865	-	1 243	-	130,5 %
Vente en gros d'accès ADSL aux FAI tiers ⁽⁴⁾ dont Vente en gros d'accès ADSL nu aux FAI tiers ⁽⁴⁾	2 208 643	- -	1 883 -	- -	17,3 % -

(1) En millions d'euros.

(2) En fin de période. Ce chiffre comprend, i) les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne, et ii) depuis octobre 2006, les lignes sans abonnement téléphonique bas débit (ADSL nu) vendues directement par France Télécom à ses clients Grand Public.

(3) Hors trafic téléphonique "Voix sur IP".

(4) En milliers. En fin de période.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCR France est en augmentation de 1,4 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006. Cette évolution intègre notamment les effets de réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe et de la cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC).

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de SCR France affiche une croissance de 1,1 % entre les deux périodes pour atteindre 8 838 millions d'euros au premier semestre 2007.

□ Chiffre d'affaires des Services Grand Public

En **données à base comparable**, la légère augmentation de 0,1 % du chiffre d'affaires des Services Grand Public, qui s'établit à 4 712 millions d'euros au premier semestre 2007, s'explique par le développement rapide des services haut débit ADSL, qui vient plus que compenser le repli du chiffre d'affaires des Communications téléphoniques Grand Public (trafic "voix" du réseau téléphonique commuté). L'ARPU des Services fixes Grand Public (voir section 5.5 "Glossaire financier") est en augmentation sensible, passant de 27,2 euros au 30 juin 2006 à 29,2 euros au 30 juin 2007 (calculé sur la base des douze derniers mois glissants). Cette évolution résulte :

- de la progression de 30,1 % du chiffre d'affaires des **Services en ligne et accès Internet Grand Public**, liée au développement rapide des services haut débit ADSL (croissance de 26,1 % du nombre de clients Grand Public aux usages haut débit ADSL, augmentation de 69,9 % du nombre de passerelles Livebox louées, hausse de 106,1 % du nombre d'abonnés aux services de "Voix sur IP" et croissance de 173,5 % du nombre d'abonnés aux offres de "TV sur ADSL") que compense en partie la poursuite de la baisse du nombre de clients Internet bas débit (796 milliers de clients Internet bas débit au 30 juin 2007 contre 1,2 million un an plus tôt), sous l'effet des migrations vers les offres haut débit ADSL, et le repli tendanciel du chiffre d'affaires du kiosque télématique Télétel ;

- du repli de -17,1 % du chiffre d'affaires des **Communications téléphoniques Grand Public**, dû essentiellement i) à la baisse du marché global du trafic téléphonique commuté (mesuré à l'interconnexion) qui s'est fortement accélérée depuis septembre 2005 sous l'effet du développement des services de "Voix sur IP" (baisse de -18,8 % du trafic total RTC facturé aux clients de France Télécom), et ii) à l'impact des baisses de prix des communications vers les mobiles (vers l'ensemble des opérateurs mobiles, intervenues le 3 janvier 2007 pour les professionnels et le 18 janvier 2007 pour les clients résidentiels) ;
- de la baisse de -0,4 % du chiffre d'affaires des **Abonnements Grand Public** (en données historiques comme en données à base comparable), due au développement du dégroupage total, de la vente en gros de l'abonnement depuis le début de l'année et de la vente en gros d'accès ADSL nu aux FAI (fournisseurs d'accès Internet) tiers depuis octobre 2006 (dont les chiffres d'affaires sont inclus dans le "Chiffre d'affaires Réseaux et Opérateurs" décrit ci-après). Ainsi, le nombre de lignes facturées directement aux clients à travers l'abonnement téléphonique résidentiel ou les contrats Pros baisse de -9,0 % entre le 30 juin 2006 et le 30 juin 2007. Ces impacts défavorables sont partiellement compensés par l'effet positif de la hausse de l'abonnement principal de 7,1 %, intervenue le 4 juillet 2006 ;
- et de la diminution de -8,2 % du chiffre d'affaires des **Autres services Grand Public**, liée à la baisse de -21,3 % du trafic de la publiphonie et des services de cartes et à la baisse tendancielle de l'activité de location de terminaux téléphoniques, le nombre de terminaux loués (hors passerelles Livebox) ayant diminué de -17,4 % en un an. Ces impacts défavorables sont partiellement compensés par la progression significative du chiffre d'affaires des portails et des services de contenu (publicité en ligne des portails Orange Internet).

□ *Chiffre d'affaires des services Réseaux et Opérateurs*

En **données à base comparable**, la croissance de 2,5 % du chiffre d'affaires des services Réseaux et Opérateurs, qui s'établit à 3 004 millions d'euros au premier semestre 2007, s'explique :

- par la hausse de 9,6 % du chiffre d'affaires des **Services aux Opérateurs nationaux** liée pour l'essentiel au développement rapide du marché du haut débit ADSL et, en particulier, du dégroupage des lignes téléphoniques. Parallèlement, le chiffre d'affaires de la vente en gros d'accès ADSL aux FAI (fournisseurs d'accès Internet) tiers enregistre une croissance de 11,9 % liée à la progression du nombre d'accès ADSL vendus en gros aux FAI tiers. La vente en gros de l'abonnement progresse fortement au cours du premier semestre 2007 avec 21 milliers d'accès en janvier 2007 et 449 milliers d'accès au 30 juin 2007. Le chiffre d'affaires de l'interconnexion nationale baisse de -4,8 % du fait de la baisse du trafic "voix" de l'interconnexion nationale et de la baisse continue du trafic de l'interconnexion "Internet bas débit". Enfin, le chiffre d'affaires des services de données aux opérateurs (liaisons louées et services Turbo DSL) enregistre une légère hausse de 0,6 % malgré les baisses de tarifs grâce à la progression du parc ;
- compensée en partie par la baisse de -4,1 % du chiffre d'affaires des **Autres services Réseaux et Opérateurs** correspondant pour la plus large part à la diminution du chiffre d'affaires des prestations fournies aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom (baisse du trafic téléphonique en volume et baisses de prix liées en particulier aux terminaisons d'appel vers les mobiles).

□ *Chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France*

En **données à base comparable**, la progression de 1,8 % du chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France, qui s'établit à 1 121 millions d'euros au premier semestre 2007, résulte principalement de la hausse de 3,3 % des produits générés par les prestations fournies aux autres secteurs d'activité (distribution des produits et services, administration commerciale, service après vente, raccordement, maintenance et facturation), qui constitue 81 % du chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France. Par ailleurs, le chiffre d'affaires externe enregistre une baisse de -4,3 % qui concerne notamment les services de renseignement.

■ Chiffre d'affaires - SCR Pologne

SCR Pologne	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 421	1 561	1 543	(9,0)%	(7,9)%
Clients Grand Public et Entreprise					
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽²⁾	9 476	10 388	10 388	(8,8)%	(8,8)%
Nombre de clients Internet haut débit ^{(2) (3)}	1 870	1 415	1 415	32,1 %	32,1 %
Services de Vente en Gros					
Vente en gros de l'abonnement ⁽²⁾	327	-	-	-	-
Nombre d'accès Bitstream ⁽²⁾	52	-	-	-	-

(1) En millions d'euros.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Technologie ADSL et SDI (technologie d'accès rapide à l'Internet).

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCR Pologne, qui s'établit à 1 421 millions d'euros au premier semestre 2007 enregistre une baisse de -7,9 % par rapport au premier semestre 2006. Cette diminution intègre l'effet positif des variations de change.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de SCR Pologne affiche une diminution de -9,0 % en raison notamment :

- de la baisse du chiffre d'affaires de la "voix". Le recul du chiffre d'affaires des communications téléphoniques résulte notamment de l'effet croissant de la substitution du fixe par le mobile et du renforcement de l'environnement concurrentiel. La poursuite de la migration des clients des offres initiales classiques vers les Nouveaux Plans Tarifaires (lancés en 2004, et dont le tarif de l'abonnement est supérieur) permet toutefois de ralentir la baisse du trafic téléphonique et d'accroître le chiffre d'affaires relatif à l'abonnement, qui passe de 56 % du chiffre d'affaires de la "voix" au premier semestre 2006 à 60 % au premier semestre 2007 ;
- que compense partiellement la hausse du chiffre d'affaires en provenance des services en croissance comme l'accès à Internet haut débit et les activités de réseaux managés. En données à base comparable, le chiffre d'affaires de l'accès à l'Internet haut débit enregistre une progression de 4 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006, qui reflète pour partie l'augmentation du nombre de clients (soit 1,870 million de clients haut débit au 30 juin 2007 contre 1,415 million un an plus tôt). Les services de transmission de données (incluant l'Internet bas et haut débit, la transmission de données et les liaisons louées), en baisse de -1 % au premier semestre 2007, représentent 20,3 % du chiffre d'affaires total de SCR Pologne contre 18,7 % au premier semestre 2006.

■ Chiffre d'affaires - SCR Reste du monde

SCR Reste du monde	Semestres clos le 30 juin				
	2007	2006 données à base comparable	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Espagne					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	268	275	294	(2,5)%	(8,7)%
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL) ⁽²⁾	698	593	593	17,8 %	17,8 %
Royaume-Uni					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	206	215	211	(4,0)%	(2,2)%
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL) ⁽²⁾	1 090	1 004	1 004	8,6 %	8,6 %
Pays-Bas					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	52	49	49	7,6 %	7,6 %
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL et Câble) ⁽²⁾	458	503	503	(8,9)%	(8,9)%
Sénégal					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	195	184	184	5,6 %	5,6 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽²⁾	284	273	273	4,0 %	4,0 %
Jordanie ⁽³⁾					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	134	129	56	4,5 %	141,8 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽²⁾	600	630	252	(4,8)%	138,1 %
Côte d'Ivoire					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	92	80	80	15,1 %	15,1 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽²⁾	246	257	257	(4,3)%	(4,3)%
Autres filiales ⁽⁴⁾					
Chiffre d'affaires ⁽⁵⁾	81	77	86	4,9 %	(6,1)%
Total					
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 029	1 008	959	2,0 %	7,2 %

- (1) En millions d'euros.
- (2) En milliers. En fin de période.
- (3) Intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales le 5 juillet 2006, précédemment en intégration proportionnelle à 40,0 %.
- (4) Les autres filiales incluent notamment les filiales de l'Ile Maurice.
- (5) En millions d'euros. Comprend le chiffre d'affaires des autres filiales et les éliminations.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCR Reste du monde progresse de 7,2 % pour atteindre 1 029 millions d'euros au premier semestre 2007, en raison principalement de l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations relatives notamment à l'intégration en consolidation globale de la sociétés Jordan Telecommunications Company et de ses filiales le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable, que compense en partie l'effet négatif des variations de change.

En **données à base comparable**, la croissance de 2,0 % du chiffre d'affaires de SCR Reste du monde au cours de la période reflète essentiellement la croissance du chiffre d'affaires au Sénégal et en Côte d'Ivoire, partiellement compensée par la baisse du chiffre d'affaires en Espagne et au Royaume-Uni (la baisse du chiffre d'affaires de l'Internet bas débit n'étant que partiellement compensée par la croissance du chiffre d'affaires du haut débit).

3.2.2 Marge brute opérationnelle - SCR

En **données historiques**, la MBO de SCR affiche une hausse de 7,1 % entre juin 2006 et juin 2007 pour s'établir à 3 795 millions d'euros, intégrant principalement l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations relatives notamment i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, et ii) à l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company et de ses filiales le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 2,5 % de la MBO de SCR s'explique par la hausse de 10,3 % de la MBO de SCR France, soit 293 millions d'euros, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007. Cette progression s'explique principalement par la baisse des charges opérationnelles comprises dans le MBO, résultant de i) la réduction des achats et versements aux opérateurs, suite à la baisse du prix des terminaisons d'appel fixe vers mobile, ii) de la diminution des charges de personnel (salaires et charges), liée essentiellement à la baisse des effectifs (baisse de -7 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein), et iii) de la baisse des charges commerciales liée à la réduction des dépenses de publicité, promotion, sponsoring et de changement de marque. Ces effets positifs sont partiellement compensés par l'augmentation des autres produits et charges opérationnels, soit un impact négatif de -60 millions d'euros, qui s'explique principalement par la comptabilisation d'un produit correspondant à une indemnité transactionnelle relative aux activités du Groupe au Liban pour 22 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 74 millions d'euros au premier semestre 2006.

Entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, la hausse de la MBO de SCR France est en partie compensée :

- par la baisse de -22,3 % de la MBO de SCR Pologne, qui décroît de -168 millions d'euros entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, du fait essentiellement de la diminution du chiffre d'affaires et de l'augmentation des charges opérationnelles comprises dans le MBO. La hausse des charges opérationnelles comprises dans le MBO concernent i) les autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels), dont l'augmentation s'explique principalement par l'augmentation des provisions, et ii) les charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique ainsi que les charges informatiques suite aux nouveaux contrats de sous-traitance d'installation et de maintenance des réseaux. Ces hausses sont partiellement compensées par la réduction des achats et versements aux opérateurs, résultant de la forte baisse du prix des terminaisons d'appels fixe vers mobile. Les charges de personnel (salaires et charges) restent stables par rapport au premier semestre 2006, l'effet volume induit par le programme de départ volontaire étant compensé par un effet prix, reflétant notamment l'accroissement des compétences et des qualifications pour certains profils de collaborateurs ;
- et par la réduction de -27,4 % de la MBO de SCR Reste du monde. Cette diminution de -31 millions d'euros résulte principalement de la diminution de la MBO du Royaume-Uni, due notamment à la baisse du chiffre d'affaires, que contrebalance en partie la hausse de la MBO de la Côte d'Ivoire et des Pays-Bas, tirée essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires.

3.2.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCR

En **données historiques**, les investissements corporels et incorporels hors licences diminuent de -2,3 % pour s'établir à 1 232 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette diminution intègre les effets des variations de périmètre et autres variations relatives

notamment i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, et ii) à l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company et de ses filiales le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la baisse de -7,0 % au premier semestre 2007 des investissements corporels et incorporels hors licences de SCR concerne principalement :

- les dépenses d'investissement de SCR France, qui affichent une baisse de -6,3 % au cours de la période (représentant une diminution de -61 millions d'euros), du fait principalement d'un effort accru d'optimisation et de rationalisation dans le domaine des applications et équipements informatiques ainsi que dans les plateformes de service client ;
- et les investissements corporels et incorporels hors licences de SCR Reste du monde, dont la baisse de -26,3 %, soit une diminution de -42 millions d'euros entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, s'explique principalement par la baisse des investissements au Royaume-Uni et en Espagne.

3.3 SERVICES DE COMMUNICATION ENTREPRISES (SCE)

Le secteur d'activité SCE regroupe les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde.

(en millions d'euros)			Semestres clos le 30 juin		
Services de Communication Entreprises (SCE)	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 800	3 845	3 820	(1,2)%	(0,5)%
MBO	648	749	833	(13,5)%	(22,2)%
MBO / Chiffre d'affaires	17,0 %	19,5 %	21,8 %		
CAPEX	198	200	200	(1,4)%	(1,2)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	5,2 %	5,2 %	5,2 %		
MBO - CAPEX	450	549	633	(17,9)%	(28,9)%
Nombre moyen d'employés (ETP)	19 283	18 685	17 066	3,2 %	13,0 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

3.3.1 Chiffre d'affaires - SCE

			Semestres clos le 30 juin		
Services de Communication Entreprises (SCE)	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	3 800	3 845	3 820	(1,2)%	(0,5)%
Téléphonie fixe et services de données classiques	1 857	2 080	2 100	(10,7)%	(11,6)%
Services de réseaux avancés	962	900	921	6,9 %	4,5 %
Services d'Intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication	538	477	384	12,8 %	40,0 %
Autres services Entreprises	443	388	414	14,3 %	6,9 %
Indicateurs opérationnels					
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises en France ⁽³⁾ (en millions)	5,7	-	5,9	-	(2,4)%
Nombre total des accès permanents aux réseaux de données en France ^{(4) (5)}	309,2	-	294,3	-	5,1 %
dont Nombre des accès IP-VPN en France ^{(4) (5)}	223,6	-	184,5	-	21,2 %
Nombre des accès IP-VPN dans le monde ⁽⁵⁾	273,3	-	228,4	-	19,6 %
Nombre d'utilisateurs des services de nomadisme Business Everywhere en France ⁽⁵⁾	525,5	-	442,8	-	18,7 %

(1) Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006".

(2) En millions d'euros.

(3) En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(4) Accès des clients externes au groupe France Télécom, hors marché opérateurs.

(5) En milliers. En fin de période.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCE affiche une baisse de -0,5 % entre juin 2006 et juin 2007. Cette évolution intègre notamment l'effet positif des variations de périmètre suite principalement à l'acquisition de Groupe Diwan le 27 juillet 2006 et de Groupe Silicomp le 4 janvier 2007, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

■ Chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et services de données classiques

En **données à base comparable**, le recul du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques est essentiellement lié à la baisse du chiffre d'affaires des services de données classiques et, dans une moindre mesure, à la baisse du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des services de données classiques, qui comprend principalement les liaisons louées et les technologies historiques de services réseaux telles que l'X.25, l'ATM et le Frame Relay, s'inscrit en recul de -19,6 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006. Le net ralentissement de la décroissance du chiffre d'affaires des services d'infrastructures classiques, réalisé principalement en France, par rapport à la période précédente reflète l'atténuation progressive des effets des migrations vers des technologies plus récentes de nos clients majeurs qui se sont principalement achevées en fin d'année 2005. De même, le recul du chiffre d'affaires des services de données managées classiques est de moindre ampleur que l'année précédente et reflète la poursuite des déconnexions des clients optant pour des solutions IP.

En **données à base comparable**, la baisse de -6,3 % du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe classique (soit 70 % du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques) est liée :

- à la diminution de -8 % du volume des communications téléphoniques Entreprises (baisse du marché mesuré à l'interconnexion) ;
- à l'impact des baisses de prix, principalement liées aux remises accordées aux entreprises sur les communications et aux baisses tarifaires intervenues en début d'année sur les communications fixes vers mobiles ;
- et à la baisse structurelle du trafic et du prix moyen de la minute des services de relation client (Audiotel, N° Accueil), du fait de la gratuité du temps d'attente et d'un report progressif vers les supports Internet et SMS de l'activité des paliers tarifaires les plus élevés.

Le nombre de lignes téléphoniques Entreprises en France n'affiche qu'une légère décroissance, la baisse des canaux Numéris (RNIS), qui sont remplacés progressivement par des accès IP sur ADSL, étant compensée en partie i) par l'augmentation du nombre de lignes analogiques, supports de la migration vers les solutions IP, et ii) par une migration vers la "Voix sur IP" encore peu marquée.

■ Chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés

En **données à base comparable**, la progression significative du chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés (en augmentation de 6,9 % entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007) reflète principalement la croissance du chiffre d'affaires des services de réseaux IP.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des services de réseaux IP, qui comprend les réseaux privés virtuels IP, les accès Internet et la "Voix sur IP" et qui représente 92 % du chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés, affiche une croissance de 6,5 % au premier semestre 2007. Cette croissance reflète une tendance à la consolidation de la migration des entreprises vers les réseaux IP. Cette consolidation est également sensible au niveau de la croissance du nombre d'accès IP-VPN en France, qui se poursuit en marquant toutefois une légère inflexion (en augmentation de 21 % au premier semestre 2007 par rapport à l'année précédente).

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des services d'infrastructures avancés, qui est réalisé en totalité en France et qui comprend les supports xDSL et les services à très haut débit, est en progression de 9,2 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006, reflétant le développement des services à très haut débit tels que MAN Ethernet et Ethernet LINK.

■ Chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication

En **données historiques**, le chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication enregistre une progression de 40,0 % entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, liée pour partie à l'acquisition de Groupe Diwan, de Neocles Corporate et de Groupe Silicomp, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication enregistre une progression de 12,8 % au cours de la même période. Cette augmentation provient d'abord de la croissance soutenue entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 de 24,9 % du chiffre d'affaires des services d'infogérance d'applications critiques, en particulier en France, qui comprend les services de messagerie, d'hébergement et de sécurité, les solutions de machine à machine et les plateformes de gestion de la relation client. De même, le chiffre d'affaires des services de

conseil et de gestion de projet enregistre une progression significative de 15,5 % au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006. Enfin, après une phase de progression constante en 2006, le chiffre d'affaires des services d'intégration, qui comprend le chiffre d'affaires lié aux services d'intégration sur site et à la maintenance, tend à se stabiliser au premier semestre 2007 avec une croissance de 1,4 %.

■ Chiffre d'affaires des Autres services Entreprises

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Autres services Entreprises progresse de 14,3 % au premier semestre 2007. Ce dernier comprend l'activité de télédiffusion, marché sur lequel France Télécom est présent à travers sa filiale GlobeCast, et l'activité de vente d'équipements de réseaux (PBX, IPBX, routeurs). Cette progression est essentiellement liée à une croissance significative du chiffre d'affaires issu de la vente d'équipements réseaux avec la réalisation de contrats majeurs tant en France qu'à l'international, alors que dans le même temps, l'activité de télédiffusion enregistre une légère croissance.

3.3.2 Marge brute opérationnelle - SCE

En **données historiques**, la MBO de SCE s'établit à 648 millions d'euros au premier semestre 2007, en baisse de -22,2 % par rapport au premier semestre 2006.

En **données à base comparable**, la MBO de SCE s'inscrit en recul de -13,5 %. Ainsi, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires est en baisse de -2,5 points, s'établissant à 17,0 % au premier semestre 2007. La baisse de la MBO reflète la transformation du modèle économique avec i) une pression à la baisse sur la marge des activités de réseau liée à une pression compétitive renforcée à l'international et à la transformation vers les solutions IP, et ii) la part croissante des activités de services.

3.3.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCE

En **données à base comparable**, les investissements corporels et incorporels hors licences s'élèvent à 198 millions d'euros au premier semestre 2007, en léger retrait de -1,4 % par rapport au premier semestre 2006. Ces investissements restent dans la continuité de 2006 et portent principalement sur la connectivité et le développement continu de l'activité de services.

4. TRESORERIE ET ENDETTEMENT FINANCIER

4.1 SITUATION ET FLUX DE TRESORERIE

■ Tableau des flux de trésorerie consolidé simplifié ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 552	6 650
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(2 844)	(3 518)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(4 431)	(4 933)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités	(723)	(1 801)
Incidence des variations de taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités	18	(35)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	3 970	4 097
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	3 265	2 261

(1) Pour plus de détails, voir le "Tableau des flux de trésorerie consolidé" des comptes consolidés.

■ Cash-flow organique

France Télécom utilise le cash-flow organique (voir section 5.5 "Glossaire financier") comme indicateur de performance opérationnelle pour mesurer le cash-flow généré par l'exploitation, hors investissements financiers (voir section 5.5 "Glossaire financier") et hors produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée).

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 552	6 650
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations)	(3 343)	(3 407)
CAPEX des activités poursuivies ⁽¹⁾	(2 967)	(3 047)
CAPEX des activités cédées ⁽²⁾	-	(8)
Licences de télécommunication ⁽¹⁾	-	(282)
Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations	(376)	(70)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	51	71
Cash-flow organique	3 260	3 314

(1) Voir section 2.4 "Dépenses d'investissement du Groupe" et note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Investissements corporels et incorporels de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le cash-flow organique s'élève à 3 260 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 3 314 millions d'euros au premier semestre 2006, soit une diminution de -54 millions d'euros. Cette baisse s'explique par le fait que le cash-flow organique du premier semestre 2006 inclut PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés). Hors PagesJaunes Groupe, le cash-flow organique augmente de 138 millions d'euros, passant de 3 122 millions d'euros au premier semestre 2006 à 3 260 millions d'euros au premier semestre 2007.

■ Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'établit à 6 552 millions d'euros au premier semestre 2007, en baisse de -98 millions d'euros par rapport au premier semestre 2006 (6 650 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
Flux net de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2006 (données historiques)	6 650	
Facteurs d'augmentation :		
Augmentation de la MBO des activités poursuivies	158	
Diminution des intérêts décaissés et effet taux des dérivés net (net des dividendes et produits d'intérêt encaissés)	129	
Facteurs de diminution :		
MBO des activités cédées (209 millions d'euros au premier semestre 2006) ⁽¹⁾	(209)	
Diminution de la variation du besoin en fonds de roulement global ⁽²⁾	(153)	
Autres éléments	(23)	
Flux net de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2007	6 552	

(1) MBO de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Voir section 5.5 "Glossaire financier".

■ Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement s'établit à -2 844 millions d'euros au premier semestre 2007, contre -3 518 millions d'euros au premier semestre 2006.

- *Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles*

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations)	2007	2006 données historiques
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 967)	(3 337)
CAPEX des activités poursuivies ⁽¹⁾	(2 967)	(3 047)
CAPEX des activités cédées ⁽²⁾	-	(8)
Licences de télécommunication ⁽¹⁾	-	(282)
Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations	(376)	(70)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	51	71
Total Groupe	(3 292)	(3 336)

(1) Voir section 2.4 "Dépenses d'investissement du Groupe" et note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Investissements corporels et incorporels de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Acquisitions de titres de participation et investissements dans les sociétés mises en équivalence*

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Investissements financiers ⁽¹⁾		
Acquisition de 91,4 % de Groupe Silicomp ⁽²⁾	(89)	-
Acquisition de 1,7 % d'Amena ⁽³⁾	-	(109)
Acquisition de 4,8 % de Jordan Telecommunications Company (JTC) ⁽⁴⁾	-	(60)
Autres acquisitions	(39)	(43)
Total Groupe	(128)	(212)

(1) Voir section 5.5 "Glossaire financier" et note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

(3) Acquisition par France Télécom d'une participation supplémentaire de 0,6 % dans Auna, devenue France Telecom Operadores de Telecomunicaciones S.A. (FTOT), et acquisition par FTOT d'une participation supplémentaire de 1,4 % dans Retevisión Movil S.A. (Amena).

(4) Acquisition par France Télécom d'une participation supplémentaire de 12,0 % dans Jitco, entité holding de Jordan Telecommunications Company.

□ *Produits de cession de titres de participation*

(en millions d'euros)	Semestres clos le 30 juin	
	2007	2006 données historiques
Produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée) ⁽¹⁾		
Complément de prix relatif à la cession de Tower Participations (société détenant TDF) ⁽²⁾	254	-
Produit de cession de 20,0 % de Bluebirds Participations France ⁽²⁾	110	-
Produit de cession de 20,0 % d'Ypso Holding (activités de réseaux câblés)	-	44
Autres produits de cession	48	15
Total Groupe	412	59

(1) Voir notes 3 et 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

■ **Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement**

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement représente globalement un besoin de -4 431 millions d'euros au premier semestre 2007, contre un besoin de -4 933 millions d'euros au premier semestre 2006.

4.2 ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net de France Télécom (voir section 5.5 "Glossaire financier" et note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 42 113 millions d'euros au 30 juin 2007 contre 47 234 millions d'euros au 30 juin 2006, et 42 017 millions d'euros au 31 décembre 2006. L'endettement financier net diminue ainsi de -5 121 millions d'euros par rapport au 30 juin 2006, compte tenu principalement de la cession de PagesJaunes Groupe le 11 octobre 2006. Par rapport au 31 décembre 2006, l'endettement financier net est stable au 30 juin 2007.

■ **Indicateurs relatifs à l'endettement financier net**

(en millions d'euros)	Périodes closes le		
	30 juin 2007	31 déc. 2006 données historiques	30 juin 2006 données historiques
Endettement financier net	42 113	42 017	47 234
Coût moyen pondéré de l'endettement financier net	6,18 %	5,91 %	5,69 %
Maturité moyenne de l'endettement financier net ⁽¹⁾	7,1 ans	6,7 ans	6,2 ans
Ratio d'Endettement financier net / Capitaux propres	1,34	1,33	1,73
Ratio d'Endettement financier net / MBO	2,25 ⁽²⁾	2,27	2,49 ^{(2) (3)}

(1) Hors prise en compte des Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA).

(2) MBO enregistrée au cours des douze mois précédents en données historiques.

(3) MBO retraitée pour intégrer la MBO d'Amena sur douze mois glissants au 30 juin 2006 et y compris MBO de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir notes 1 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le coût moyen pondéré de l'endettement financier net est calculé en rapportant les charges financières nettes, diminuées des éléments exceptionnels et non courants, à l'encours moyen calculé à partir de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus et les dettes liées aux engagements d'achat d'intérêts minoritaires.

■ Évolution de l'endettement financier net

(en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2006 (données historiques)	42 017
Facteurs de diminution :	
Cash-flow organique ⁽¹⁾	(3 260)
Produit de de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée) ⁽¹⁾	(412)
Facteurs d'augmentation :	
Dividendes versés par France Télécom S.A. (1,20 euro par action)	3 117
Dividendes versés par les filiales aux actionnaires minoritaires et contributions des actionnaires minoritaires	531
Investissements financiers ⁽¹⁾	128
Autres éléments	(8)
Endettement financier net au 30 juin 2007	42 113

(1) Voir section 4.1 "Situation et flux de trésorerie".

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 PASSAGE DES DONNEES HISTORIQUES AUX DONNEES A BASE COMPARABLE DU PREMIER SEMESTRE 2006

Les données à base comparable (voir section 5.5 "Glossaire financier") sont établies jusqu'à la MBO. Pour les postes compris entre la MBO et le résultat d'exploitation, les données à base comparable ne sont établies que pour la dotation aux amortissements.

■ Synthèse Groupe

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	Variations en données contributives		
				CAPEX	MBO - CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2006	25 371	9 258	(3 832)	3 047	6 211	189 899
Variations de périmètre	126	45	(15)	14	31	3 005
Entrées de périmètre	201	50	(19)	16	34	3 290
Jordan Telecommunications Company (JTC) et ses filiales	117	55	(18)	14	41	1 888
Groupe Silicomp	51	(6)	(1)	1	(7)	1 098
Groupe Diwan	19	-	-	-	-	253
Top Achat Clust	10	(1)	-	-	(1)	-
Autres	4	2	-	1	1	51
Sorties de périmètre	(75)	(5)	4	(2)	(3)	(285)
France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC)	(73)	(4)	4	(2)	(2)	(253)
Autres	(2)	(1)	-	-	(1)	(32)
Autres variations	(23)	(38)	(9)	(1)	(37)	-
Variations de change ⁽¹⁾	(52)	(29)	1	(7)	(22)	-
Données à base comparable au 30 juin 2006	25 422	9 236	(3 855)	3 053	6 183	192 904

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2006 et les taux de change moyens du premier semestre 2007.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2006 intègrent essentiellement :

- les **variations de périmètre** (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés), avec principalement les impacts :
 - de l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company (JTC, sous-secteur d'activité SCR Reste du monde) et de ses filiales Wanadoo Jordan, E-Dimension (sous-secteur d'activité SCR Reste du monde) et Mobilecom (sous-secteur d'activité SCP Reste du monde) le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable. Avant le 5 juillet 2006, la participation de France Télécom dans la société Jordan Telecommunications Company (JTC) était consolidée selon la méthode proportionnelle ;
 - de l'acquisition de Groupe Silicomp (secteur d'activité SCE) le 4 janvier 2007, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable (voir section 1. "Vue d'ensemble") ;

- de l'acquisition de Groupe Diwan (secteur d'activité SCE) le 27 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable ;
- de l'acquisition de Top Achat Clust (sous-secteur d'activité SCR France) le 31 mars 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable ;
- et de la cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC, sous-secteur d'activité SCR France) le 31 octobre 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable ;
- et les **variations de change** entre les taux de change moyens du premier semestre 2006 et les taux de change moyens du premier semestre 2007.

■ Services de Communication Personnels (SCP)

(en millions d'euros)				Variations en données contributives		
SCP	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	MBO - CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2006	13 429	4 884	(2 047)	1 586	3 298	37 392
Variations de périmètre	44	16	(7)	10	6	290
Intégration globale des filiales de Jordan Telecommunications Company (JTC)	44	16	(7)	10	6	290
Autres variations	3	(101)	7	(63)	(38)	(1 477)
Réorganisations internes ⁽¹⁾	7	(87)	16	(63)	(24)	(1 477)
Autres	(4)	(14)	(9)	-	(14)	-
Variations de change ⁽²⁾	(3)	(11)	-	(6)	(5)	-
Données à base comparable au 30 juin 2006	13 473	4 788	(2 047)	1 527	3 261	36 205

(1) Réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(2) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2006 et les taux de change moyens du premier semestre 2007.

■ Services de Communication Résidentiels (SCR)

(en millions d'euros)				Variations en données contributives		
SCR	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	MBO - CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2006	11 127	3 542	(1 598)	1 261	2 281	135 441
Variations de périmètre	18	35	(7)	3	32	1 330
Intégration globale de Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales	81	40	(11)	5	35	1 598
Cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC)	(73)	(4)	4	(2)	(2)	(253)
Acquisition de Top Achat Clust	10	(1)	-	-	(1)	-
Autres	-	-	-	-	-	(15)
Autres variations	71	125	(17)	60	65	1 243
Réorganisations internes ⁽¹⁾	97	144	(16)	61	83	1 243
Autres	(26)	(19)	(1)	(1)	(18)	-
Variations de change ⁽²⁾	7	(1)	(3)	2	(3)	-
Données à base comparable au 30 juin 2006	11 223	3 701	(1 625)	1 326	2 375	138 014

(1) Réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(2) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2006 et les taux de change moyens du premier semestre 2007.

■ Services de Communication Entreprises (SCE)

SCE	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	Variations en données contributives		
				CAPEX	MBO - CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2006	3 820	833	(188)	200	633	17 066
Variations de périmètre	71	(6)	(1)	1	(7)	1 392
Acquisition de Groupe Silicomp	51	(6)	(1)	1	(7)	1 098
Acquisition de Groupe Diwan	19	-	-	-	-	253
Autres	1	-	-	-	-	41
Autres variations	12	(61)	-	2	(63)	227
Réorganisations internes ⁽¹⁾	12	(61)	-	2	(63)	227
Variations de change ⁽²⁾	(58)	(17)	4	(3)	(14)	-
Données à base comparable au 30 juin 2006	3 845	749	(185)	200	549	18 685

(1) Réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(2) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2006 et les taux de change moyens du premier semestre 2007.

5.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2007 affectant les obligations contractuelles et les engagements hors bilan sont décrits dans la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés.

5.3 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au cours du premier semestre 2007, France Télécom n'a pas réalisé de transactions significatives avec des parties liées (telles que définies dans le Document de référence 2006).

5.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2007 sont décrits dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

5.5 GLOSSAIRE FINANCIER

Achats externes : les achats externes comprennent :

- les **Charges commerciales** : achats externes comprenant les achats de terminaux et autres produits vendus, les commissions de distribution et les dépenses de publicité, promotion, sponsoring et de changement de marque ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** ;
- et les **Autres achats externes** : achats externes incluant les frais généraux, les charges immobilières, les charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, les charges informatiques, les coûts de matériel et les charges de sous-traitance des centres d'appels, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPU (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU) est calculé en divisant le Chiffre d'affaires du réseau (voir Chiffre d'affaires du réseau) généré sur les douze derniers mois (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs de réseaux mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client.

ARPU des Services fixes Grand Public (secteur d'activité SCR) : le chiffre d'affaires mensuel moyen par ligne des Services fixes Grand Public (ARPU) est calculé en divisant le chiffre d'affaires mensuel moyen, sur la base des douze derniers mois, par la moyenne pondérée du nombre de lignes des Services fixes Grand Public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de lignes des Services fixes Grand Public est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de lignes des Services fixes Grand Public en début et en fin de mois. L'ARPU des Services fixes Grand Public est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par ligne.

AUPU (secteur d'activité SCP) : la consommation mensuelle moyenne par client (AUPU) est calculée en divisant la consommation

mensuelle moyenne en minutes sur les douze derniers mois (appels entrants, appels sortants et itinérance (*roaming*), à l'exclusion du trafic des opérateurs de réseaux mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

Autres achats externes : voir Achats externes.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location financement (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique : flux net de trésorerie généré par l'activité diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations) et augmenté des produits de cession d'actifs corporels et incorporels.

Charges commerciales : voir Achats externes.

Charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Charges opérationnelles comprises dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO) : voir OPEX.

Charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Chiffre d'affaires des équipements (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires des équipements comprend la vente de terminaux mobiles et d'accessoires.

Chiffre d'affaires des services "non-voix" (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires des services "non-voix" correspond au chiffre d'affaires du réseau hormis le chiffre d'affaires généré par la "voix" (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs de réseaux mobiles virtuels - MVNO). Par exemple, il inclut le chiffre d'affaires généré par l'envoi de messages texte (SMS), de messages multimédia (MMS), de données (WAP, GPRS et 3G) ainsi que les coûts facturés au client pour l'achat de contenus (téléchargement de sonneries, résultats sportifs, etc.).

Chiffre d'affaires du réseau (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires du réseau représente le chiffre d'affaires (voix, données et SMS) généré par l'utilisation du réseau mobile. Il comprend le chiffre d'affaires généré par les appels entrants et les appels sortants, les frais d'accès au réseau, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux, le chiffre d'affaires des services à valeur ajoutée et le chiffre d'affaires en provenance des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO). Il représente le chiffre d'affaires récurrent le plus pertinent de l'activité mobile et est directement corrélé aux indicateurs d'activité.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les données à base comparable n'ont pas pour objectif de se substituer aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Endettement financier net : l'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), diminué, i) des dérivés actifs de transaction, de couverture de flux de trésorerie et de couverture de juste valeur, ii) des dépôts de garantie versés afférents aux dérivés, iii) des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur, et iv) de certains dépôts de garantie mis en place dans le cadre d'opérations spécifiques (si la dette associée est incluse dans l'endettement financier brut). Les dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont mis en place pour couvrir des flux de trésorerie futurs qui ne figurent pas dans l'endettement financier net. Or, la valeur de marché de ces dérivés y est incluse. La "part efficace de la couverture de flux de trésorerie" est ajoutée à l'endettement financier net pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication : voir CAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et investissements dans les sociétés mises en équivalence.

Marge brute opérationnelle : voir MBO.

MBO - CAPEX : indicateur de la marge brute opérationnelle (MBO) diminuée des investissements corporels et incorporels hors licences

de télécommunication et hors investissements financés par location financement (CAPEX).

MBO : marge brute opérationnelle (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Chiffre d'affaires diminué des achats externes, des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) et des charges de personnel (salaires et charges). Les charges de personnel (salaires et charges) présentées dans la marge brute opérationnelle (MBO) ne tiennent pas compte de la participation des salariés ainsi que des charges de rémunération en actions.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein - ETP) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

OPEX : charges opérationnelles comprises dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO), comprenant :

- les **Charges de personnel (salaires et charges)** : les charges de personnel (salaires et charges) incluses dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO) ne comprennent pas la participation des salariés ainsi que les charges de rémunération en actions. Ces dernières font partie des charges incluses entre la marge brute opérationnelle (MBO) et le résultat d'exploitation. Les charges de personnel (salaires et charges) sont nettes de la production immobilisée ;
- et les **OPEX hors charges de personnel (salaires et charges)** : charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges). Les charges opérationnelles, hors charges de personnel (salaires et charges), incluses dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO), comprennent les achats externes (voir Achats externes) ainsi que les autres produits et charges opérationnels. Les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont nettes de la production immobilisée.

OPEX hors charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation : variation des stocks nets, plus variation des créances clients, plus variation des dettes fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations).

Variation du besoin en fonds de roulement global : variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation, plus variation des autres créances, plus variation des autres dettes.